



GRAMEEN CRÉDIT AGRICOLE MICROFINANCE FOUNDATION

2011

Rapport Annuel
Annual Report

— Au service des prêteurs d'espoir —
— Providing hope through lending —



GRAMEEN CRÉDIT AGRICOLE
Microfinance Foundation



GRAMEEN CRÉDIT AGRICOLE
Microfinance Foundation

— Au service des prêteurs d'espoir —

— Providing hope through lending —

Table des matières

Table of contents

Le mot du Président	04	Foreword by the Chairman
Message du Délégué Général	06	Message from the Managing Director
La Fondation	08	The Foundation
Les Fondateurs	08	The Founders
La mission	09	The mission
La Gouvernance	10	The Governance
Le Délégué Général	13	The Managing Director
L'équipe de la Fondation	13	The Foundation's team
Notre approche	15	Our approach
Notre positionnement: Microfinance	16	Our positioning: Microfinance
Notre positionnement: Social Business	18	Our positioning: Social Business
Notre offre	19	Our offer
Nos process / outils	20	Our processes / tools
Entretien	21	Interview
Contrôle des risques	22	Risk control
Nos résultats	23	Our results
La microassurance agricole	25	Agricultural microinsurance
L'Assistance Technique	26	Technical Assistance
Le portefeuille	27	The portfolio
Profil des Institutions de Microfinance partenaires	31	Profile of partner Microfinance institutions
Des partenariats dans 15 pays	34	Partnerships in 15 countries
Focus Timor Leste	36	Focus East Timor
Dossier «Pour une microfinance responsable»	38	Dossier «For a responsible microfinance»
Gestion de la performance sociale	40	Social Performance Management
Les états financiers	42	Financial statements
Rapport du Réviseur d'entreprises	45	Report of the Réviseur d'entreprises
Bilan	46	Balance sheet
Compte de résultat	47	Profit and loss account
Notes aux comptes	48	Notes to the accounts



Le mot du Président

Foreword by the Chairman

L'année 2011 aura été caractérisée par la montée des critiques adressées à la microfinance, accusée de ne pas respecter la mission sociale qui avait présidé à son inspiration initiale, voire de recourir à des taux d'intérêt et à des méthodes de recouvrement que ne renieraient pas les usuriers contre lesquels elle prétend lutter.

Rapidement généralisées à l'ensemble du secteur, ces critiques visaient en réalité les pratiques et les dérives observées dans un Etat particulier de l'Inde, l'Andhra Pradesh, qui représente 7% de la population du pays mais concentre 33% de la microfinance indienne. Un développement trop rapide, une concurrence agressive entre les IMF, l'oubli par certaines d'entre elles de leur mission sociale et un cadre réglementaire insuffisant ont conduit à des situations de surendettement et provoqué en réaction des initiatives politiques qui ont elles-mêmes entraîné une perte de confiance dans le secteur et une crise de liquidité. Le Gouvernement indien a réagi avec sagesse à cette crise et un nouveau cadre réglementaire a été élaboré, de nature à restaurer la confiance dans la microfinance dans ce pays où elle peut rendre d'immenses services.

Parallèlement à cette crise indienne, le Professeur Yunus et la Grameen Bank, qui ont reçu ensemble le Prix Nobel de la Paix en 2006, étaient confrontés à une campagne de calomnie par certains media occidentaux et de déstabilisation par le Gouvernement du Bangladesh lui-même. Bien qu'il ait été fait justice des accusations portées contre lui, le Professeur Yunus n'a pu éviter en mai 2011 de démissionner de ses fonctions de Directeur Général de la Grameen Bank, qu'il avait fondée en 1983 avec l'aide du gouvernement du Bangladesh. Le seul motif qui ait pu être invoqué pour sa révocation, à savoir son âge, montre bien que son intégrité n'a pu en aucune façon être mise en cause.

La Fondation Grameen Crédit Agricole n'a pas été affectée par la crise de la microfinance en Inde ni par les polémiques qui ont visé le Prix Nobel de la Paix. Son conseil d'administration a exprimé toute sa solidarité au Professeur Yunus et sa préoccupation à l'égard de la volonté du Gouvernement du Bangladesh de considérer la Grameen Bank comme une entité publique, alors que son capital est détenu à plus de 96% par les femmes très pauvres

qui bénéficient de ses crédits. La démission du Professeur Yunus de son poste de Directeur Général de la Grameen Bank n'a pas d'incidence sur notre Fondation, dont il est rappelé qu'elle a été fondée à l'initiative conjointe de Crédit Agricole SA et de Grameen Trust.

Ces polémiques ont été l'occasion pour notre Fondation de vérifier le bien-fondé des principes qui ont présidé à sa création et des orientations de sa politique d'investissement telles qu'elles ont été approuvées par son conseil d'administration en septembre 2009.

En décidant en 2008 de lancer son initiative microfinance en partenariat avec le Professeur Yunus, en décidant de la «sanctuariser» dans un statut de fondation sans but lucratif et de la doter de façon irréversible de 50 Millions d'Euros, Crédit Agricole SA a clairement fait le choix de ne pas considérer la microfinance comme une «business line» ou une source de profit, mais bien comme un Social Business, fonctionnant au bénéfice exclusif des plus pauvres, au travers des institutions et des entreprises qu'elle finance.

En fixant comme priorité à la politique d'investissement de s'adresser aux IMF de taille intermédiaire, orientées vers le secteur agricole et rural, et situées dans les zones, en particulier l'Afrique sub-saharienne, où la microfinance est à la fois la plus utile et la moins développée, en demandant que l'analyse des IMF partenaires ne soit pas seulement financière, mais porte aussi sur leur performance sociale, le conseil d'administration de la Fondation a d'avance dissipé toute ambiguïté et écarté tout soupçon, quant aux buts poursuivis par la Fondation.

Les résultats atteints par la Fondation en 2011 montrent que le développement de ses activités s'est fait dans le respect intégral de ces orientations.



René Carron
Président / Chairman

The year 2011 was characterized by rising criticism of microfinance, accused of not respecting the social mission that had governed its initial inspiration, even of using interest rates and recovery methods that usurers, against which it claims to be fighting, wouldn't disavow.

Quickly generalized to the entire sector, these criticisms were in fact aimed at the practices and drifts observed in a particular State of India, Andhra Pradesh, which accounts for 7% of the country's population, but which accounts for 33% of the Indian microfinance sector. Too rapid development, aggressive competition among MFIs, some of them forgetting their social mission, and a weak regulatory framework led to over-indebtedness and produced, as a reaction, policy initiatives that provoked a loss of confidence in the sector and a liquidity crisis. The Indian Government responded to this crisis with wisdom, and a new regulatory framework was developed, aimed at restoring confidence in microfinance in the country where it can be of tremendous benefit.

Parallel to this Indian crisis, Professor Yunus and the Grameen Bank, who jointly received the Nobel Peace Prize in 2006, faced a smear campaign by some Western media and destabilization by the Government of Bangladesh itself. Although he was cleared of the charges against him, in May 2011 Professor Yunus could not avoid resigning from his position as CEO of the Grameen Bank he founded in 1983 with the help of Government of Bangladesh. The only reason that could be invoked for his dismissal, namely age, shows that his integrity could not in any way be questioned.

The Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation was not affected by the microfinance crisis in India or by the controversies that surrounded the Nobel Peace Prize winner. Its board has expressed its solidarity with Professor Yunus and its concern that the desire of the Government of Bangladesh is to consider the Grameen Bank as a public entity, while over 96% of its capital is held by very poor women who benefit from its loans. The dismissal of Professor Yunus from his position as Managing Director of Grameen Bank has had no impact on our Foundation that was founded as a joint initiative of Crédit Agricole SA and Grameen Trust.

These controversies were an opportunity for our Foundation to verify the validity of the principles that led to its creation and the direction of its investment policy, as they were approved by its Board of Directors in September 2009.

By deciding in 2008 to launch its microfinance initiative in partnership with Professor Yunus, by deciding to protect it using the status of a non-profit foundation and by endowing it with €50 million, Crédit Agricole SA clearly opted not to treat microfinance as a "business line" or a profit centre but as a Social Business, operating for the exclusive benefit of the poorest, through the institutions and companies it finances.

By giving priority to the investment policy so it can address intermediate size MFIs, focused on both agricultural and rural sectors and located in regions, particularly sub-Saharan Africa, where microfinance is both the most useful and least developed, and by asking that the analysis of MFI partners is not only financial, but also addresses their social performance, the Board of Directors of the Foundation has, in advance, dispelled all doubt and suspicion about the aims of the Foundation.

The results achieved by the Foundation in 2011 show that the development of its business was carried out in full compliance with these guidelines.

Message du Délégué Général

Message from the Managing Director

En 2011 la Fondation a poursuivi la croissance et accentué la diversification géographique de son portefeuille de prêts et de garanties en faveur d'institutions de microfinance qui répondent à ses critères financiers et sociaux. Des financements ont été approuvés dans de nouveaux pays qui comptent parmi les plus pauvres en Afrique et en Asie : Madagascar, RDC (République Démocratique du Congo), Azerbaïdjan, Tadjikistan et Sri Lanka.

Son positionnement original a été reconnu par l'Agence Française de Développement (AFD) qui lui a accordé sa garantie à hauteur de 50 % sur son portefeuille de financements des IMF en Afrique et au Moyen Orient. En outre, la Fondation est fière de jouer un rôle pilote dans le financement des institutions de microfinance en monnaie locale, grâce en particulier à son partenariat avec le Fonds hollandais TCX. Plus de 95% des financements accordés par la Fondation n'exposent pas ses partenaires locaux à un risque de change.

La Fondation s'est également engagée en 2011 dans la voie du soutien aux initiatives de microassurance agricole. Outre une participation active au Réseau International de Microassurance, la Fondation s'est associée à deux initiatives porteuses d'avenir. D'une part, elle est associée à une initiative de recherche sur l'assurance-récolte, basée sur des indices météorologiques, en partenariat avec Pacifica, filiale d'assurance dommages du Crédit Agricole, l'Institut Europlace de Finance, Spot-Images, filiale d'EADS spécialisée dans l'observation de la terre par satellite, et l'Université de Paris-Nanterre. D'autre part, la Fondation participe au projet Assurance Récolte Sahel, dirigé par Planet Guarantee. Ce projet pilote, qui bénéficie du soutien financier de la SFI, a pour objectif de déployer des dispositifs d'assurance-récolte dans 4 pays d'Afrique de l'Ouest, en faisant appel à des techniques d'assurance indicielle.

Par ailleurs, face aux critiques adressées en 2011 à la microfinance, la Fondation a pris une part active aux initiatives visant à faire entendre la voix d'une microfinance responsable et solidaire tant vis-à-vis de l'opinion publique que des décideurs politiques. Elle l'a fait au travers des associations et plates-formes dont elle est membre, notamment la plate-forme européenne de microfinance (www.emfp.org) et Convergences 2015 (www.convergences2015.org). Ainsi, la Fondation a apporté son concours à l'élaboration de l'« Appel de Paris pour une microfinance responsable » (www.appeldeparis.org) et à sa promotion dans le cadre de la Semaine du Microcrédit à Luxembourg et du Sommet Mondial du Microcrédit à Valladolid (Espagne). De même, elle a apporté son témoignage lors du colloque international sur la microfinance le 8 juillet 2011 à Paris, organisé par la Banque de

France dans le cadre de la Présidence française du G20. La Fondation est impliquée dans les travaux de la Social Performance Task Force en vue d'élaborer au niveau mondial les indicateurs sociaux les plus appropriés. Elle a reçu la certification de CERISE pour sa méthodologie d'évaluation de la performance sociale des IMF. La Fondation a également apporté son soutien financier et relationnel à l'ONG Microfinance Transparency en Afrique de l'Ouest, pour l'organisation à Dakar d'une conférence pour promouvoir les meilleures pratiques de transparence sur les taux d'intérêt pratiqués par les institutions de microfinance.

Enfin, la Fondation a été active pour promouvoir l'approche du Social Business, au travers d'articles et d'interventions, notamment dans le cadre de la « Social Business Initiative » de la Commission européenne. Le Social Business, selon le Professeur Yunus, c'est régler un problème social en suivant un modèle d'entreprise. Dans le contexte des pays en développement, le Social Business peut apporter une contribution spécifique à l'atteinte des Objectifs du Millénaire, en permettant aux plus pauvres d'avoir accès à des biens essentiels dont ils sont privés : nutrition, eau potable, électricité, éducation, soins...

En 2011, la Fondation a complété son engagement financier dans la Laiterie du Berger (Sénégal) et dans ABC Microfinance (Babyloan). Elle a confirmé son investissement dans la Grameen Danone Food Limited au Bangladesh, aux côtés de Danone et de Grameen, et approuvé des prises de participation au capital de l'IMF Chamroeun, créée par Entrepreneurs du Monde au Cambodge, et de PhiléoL, une entreprise qui développe la culture du ricin dans le Sud de Madagascar, créant une chaîne de valeur inclusive au bénéfice de quelque 3 000 paysans très pauvres dans la zone la plus aride de l'île.

Ces dossiers permettent à la Fondation d'élaborer une méthodologie d'analyse, de montage et d'accompagnement de ces projets dans la perspective de la création sous son égide d'un fonds d'investissement spécialisé dans le Social Business.

En 2011, la Fondation a consacré beaucoup d'efforts à la conception de ce Fonds qui proposera à partir de 2012 à des investisseurs socialement motivés de rallier la cause de la lutte contre la pauvreté par la voie du Social Business.

Jean-Luc Perron
Délégué Général / Managing Director



In 2011, the Foundation continued its growth and increased the geographical diversification of its loan and guarantee portfolio for microfinance institutions that meet its financial and social criteria. Funding was approved in new countries that are among the poorest in Africa and Asia: Madagascar, DRC (Democratic Republic of Congo), Azerbaijan, Tajikistan, Sri Lanka.

Its original position was recognized by the French Development Agency (AFD) that has guaranteed up to 50% of its financing portfolio for MFIs in Africa and the Middle East. In addition, the Foundation is proud to be playing a leading role in financing microfinance institutions in local currency, particularly through its partnership with the Dutch TCX Fund. Over 95% of lending by the Foundation does not expose its local partners to exchange risk.

In 2011, the Foundation was also committed to supporting agricultural microinsurance initiatives. In addition to an active participation in the International Microinsurance Network, the Foundation has partnered two promising initiatives. On the one hand, it is associated with a research initiative on crop insurance, based on weather indices, in partnership with Pacifica, the insurance subsidiary of Crédit Agricole, the Europlace Institute of Finance, Spot Images, a subsidiary of EADS specializing in satellite earth observation, and the University of Paris-Nanterre. In addition, the Foundation is participating in the Sahel Harvest Insurance project, headed by Planet Guarantee. This pilot project, which receives financial support from the IFC, aims to deploy crop insurance instruments in four countries of West Africa, by using techniques of index insurance.

Moreover, faced with criticisms of microfinance in 2011, the Foundation has been active in the various initiatives to make the voice of responsible and solidarity microfinance heard vis-à-vis public opinion and policy-makers. This was done through associations and platforms to which it belongs, including the European Microfinance Platform (www.emfp.org) and Convergences 2015 (www.convergences2015.org). In this way, the Foundation was able to support the development of the "Paris Appeal for responsible microfinance" (www.appeldepartis.org) and its promotion within the framework of Microcredit Week in Luxembourg and the Microcredit World Summit in Valladolid (Spain). It also presented its experience at the international symposium on microfinance on 8 July 2011 in Paris, organized by the Bank of France under the French Presidency of the G20. The Foundation is involved in the project of the Social Performance Task Force to develop the most appropriate global social indicators. It received CERISE certification for its

methodology for assessing the social performance of MFIs. The Foundation also provided financial and relational support to Microfinance Transparency in West Africa, to organize a conference in Dakar to promote best practices on transparency relating to the interest rates charged by microfinance institutions.

Finally, the Foundation has been active in promoting the Social Business approach, through articles and speeches, particularly in the context of the "Social Business Initiative" of the European Commission. Social Business, according to Professor Yunus, consists of solving a social problem by following a business model. In the context of developing countries, Social Business can make a specific contribution to achieving the Millennium Development Goals, by allowing the poorest to have access to essential items of which they are deprived: nutrition, drinking water, electricity, education, healthcare ...

In 2011, the Foundation completed its financial commitment to the Laiterie du Berger (Senegal) and to ABC Microfinance (Babyloan). It confirmed its investment in Grameen Danone Food Limited in Bangladesh, along with Grameen and Danone, and approved equity investments in Chamroeun, an MFI created by Entrepreneurs du Monde in Cambodia, and PhiléoL, a company which is developing the cultivation of castor oil in southern Madagascar, thus creating an inclusive value chain that supports about 3.000 very poor farmers in the driest area of the island.

These projects have enabled the Foundation to develop an analysis, installation and support methodology to be used to create, under its patronage, an investment fund specialising in Social Business.

In 2011, the Foundation invested considerable effort in the design of this fund, which, starting in 2012, will allow socially motivated investors to rally to the cause of the fight against poverty through Social Business.

La Fondation The Foundation

Les Fondateurs / The Founders



GRAMEEN TRUST



CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Fondée en 1983 par Muhammad Yunus, la Grameen Bank (banque des villages) a développé au Bangladesh le modèle de référence de la microfinance et a reçu à ce titre avec le Professeur Yunus le Prix Nobel de la Paix en 2006. Elle compte 8,3 millions d'emprunteurs au 31 décembre 2011, dont 96% de femmes, réunis en 1,3 millions de groupes dans plus de 80 000 villages. Créé en 1989, le Grameen Trust diffuse le modèle Grameen dans le monde : 138 projets soutenus dans 37 pays. Outre Grameen Bank, une famille complète d'entreprises de services non financiers et de Social Business a été développée sous le nom de Grameen pour donner aux plus pauvres accès à la technologie, l'énergie, l'éducation et aux soins médicaux. En les plaçant au cœur de sa mission et de son action, Grameen contribue à redonner aux pauvres leur dignité et l'espérance d'une vie meilleure.

Le Crédit Agricole est né en France à la fin du 19^{ème} siècle de l'initiative de paysans désireux d'échapper à l'emprise des usuriers et des propriétaires fonciers et d'avoir accès à des financements adaptés pour leurs récoltes et leurs équipements en se regroupant en sociétés locales de crédit agricole mutuel. Aujourd'hui le Crédit Agricole est un Groupe de banque et d'assurance présent dans plus de 60 pays, leader de la banque de détail avec 11 600 agences et 33,5 millions de clients. Le Crédit Agricole, qui compte 6,5 millions de sociétaires au travers de ses caisses locales et régionales en France, reste fidèle aux valeurs mutualistes de ses fondateurs : solidarité, proximité, démocratie basée sur le principe coopératif «un homme, une voix».



Pr. Yunus, Prix Nobel de la Paix 2006, Executive Trustee de Grameen Trust et Jean-Marie Sander, Président de Crédit Agricole S.A., Président de la Fondation Grameen Crédit Agricole

Pr. Yunus, Nobel Peace Prize Laureate 2006, Executive Trustee of Grameen Trust and Jean-Marie Sander, Chairman of Crédit Agricole S.A., Chairman of Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation

Founded in 1983 by Muhammad Yunus, the Grameen Bank («the bank of the villages») established the standard for microfinance in Bangladesh and was awarded, together with Professor Yunus, the Nobel Peace Prize in 2006. At 31 December 2011, it served 8.3 million borrowers, of which 96% were women, organised into 1.3 million groups in over 80,000 villages. Created in 1989, the Grameen Trust has replicated the Grameen Bank model around the world, with 138 projects supported in 37 countries. In addition to the Grameen Bank, a comprehensive family of non-financial services and Social Businesses was developed under the Grameen name that provide the poor with access to technology, energy, education and health care. By placing them at the heart of its mission and its work, Grameen gives the poor back their dignity and hope for a better life.

Crédit Agricole was born in France in the late 19th century on the initiative of farmers eager to escape the clutches of moneylenders and landowners and to have access to adequate financing for their crops and equipment by gathering together in local mutual agricultural credit companies. Nowadays, Crédit Agricole is a banking and insurance group represented in over 60 countries, a leading retail bank with 11,600 branches and 33.5 million customers. Crédit Agricole, with 6.5 million members through its local and regional branch offices in France, remains loyal to its founders' mutual values: solidarity, closeness and democracy based on the cooperative principle "one man, one vote".

La mission

La Fondation a pour mission de contribuer à la lutte contre la pauvreté dans le monde, par le développement et l'encouragement d'initiatives locales de microfinance et de projets de «Social Business» dans les pays en développement ou émergents.

The mission

The Foundation's mission is to contribute to the fight against poverty in the world by developing and encouraging local microfinance initiatives and Social Business projects in developing countries and emerging markets.



La Gouvernance

Le Conseil d'Administration

The Governance

The Board of Directors

La Fondation est administrée par un Conseil composé de 12 membres

The Foundation is administered by a Board composed of 12 members:

- **René Carron**
Ancien Président de Crédit Agricole SA, Président de la Fondation¹ (France)
Former Chairman of Crédit Agricole SA, Chairman of the Foundation¹ (France)
- **S.A.R. La Grande-Duchesse de Luxembourg**
H.R.H. Grand Duchess of Luxembourg
- **Pr. Muhammad Yunus**
Prix Nobel de la Paix 2006, Fondateur de Grameen Bank (Bangladesh)
2006 Nobel Peace Prize laureate, Founder of Grameen Bank (Bangladesh)
- **Pr. Huzzatul Islam Latif**
Directeur Général de Grameen Trust et Vice-Président de la Fondation (Bangladesh)
Managing Director of Grameen Trust and Vice-Chairman of the Foundation (Bangladesh)
- **M. Shahjahan**
Directeur Général par intérim de Grameen Bank (Bangladesh)
Acting Managing Director of Grameen Bank (Bangladesh)
- **Raphaël Appert**
Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre-Est (France)
Managing Director of the Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre-Est (France)
- **Agnès de Clermont-Tonnerre**
Directrice des Affaires Générales LCL (France)
Head of LCL's General Affairs (France)
- **Yves Couturier**
Ancien Secrétaire Général de la Fédération Nationale du Crédit Agricole (France)
Former General Secretary of the Fédération Nationale du Crédit Agricole (France)
- **Beatriz Armendariz**
Professeur d'économie à l'université Harvard (Mexique)
Lecturer in Economics at Harvard University (Mexico)
- **Soukeyna Ndiaye Bâ**
Directrice Exécutive de la Fondation INAFI, et ancienne Ministre de la Coopération décentralisée du Sénégal
General Manager of INAFI, former Minister of Decentralised Cooperation of Senegal
- **Luc Démazure**
Président de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord-Est² (France)
Chairman of the Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord-Est² (France)
- **Daniel Lebègue**
Ancien Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations,
Président de l'Institut Français des Administrateurs³ (France)
Former Managing Director of the Caisse des Dépôts et Consignations,
Chairman of the French Institute of Directors³ (France)

Le Conseil d'Administration s'est réuni deux fois durant l'année : le 4 mars à Dakar (voir encadré) et le 16 septembre à Luxembourg.

The Board of Directors met twice during the year: 4 March in Dakar (see below) and 16 September in Luxembourg.

1. Remplacé à compter de mars 2012 par Jean-Marie Sander, Président du Groupe Crédit Agricole SA, Président de la Confédération Internationale du Crédit Agricole. / Replaced as of March 2012 by Jean-Marie Sander, Chairman of Credit Agricole SA, Chairman of the International Confederation of Credit Agricole.

2. Remplacé à compter de mars 2012 par Christian Talgorn, Professeur de droit à l'Université de Bretagne-Sud, Président de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Morbihan. / Replaced as of March 2012 by Christian Talgorn, Professor of Law at the Université Bretagne-Sud, Chairman of the Caisse Régionale de Crédit Agricole du Morbihan.

3. Remplacé à compter de mars 2012 par Jean-Michel Severino, ancien Directeur Général de l'Agence Française de Développement, ancien Vice-Président de la Banque Mondiale et gérant d'Investisseur et Partenaire pour le développement» (I&P) / Replaced as of March 2012 by Jean-Michel Severino, former Managing Director of the French Development Agency, former Vice-President of the World Bank and manager of d'Investisseur et Partenaire pour le développement" (I & P).



René Carron



S.A.R. La Grande-Duchesse de
Luxembourg/ H.R.H. Grand
Duchess of Luxembourg



Pr. Muhammad Yunus



Pr. Huzzatul Islam Latifée



M. Shahjahan



Raphaël Appert



Agnès de Clermont-Tonnerre



Yves Couturier



Beatriz Armendariz



Soukeyna Ndiaye Bâ



Luc Démazure



Daniel Lebègue

Le Conseil d'Administration de la Fondation s'est réuni à Dakar le 4 mars 2011

Le Conseil d'Administration de la Fondation a choisi le Sénégal pour se réunir le 4 Mars et pour visiter sur le terrain les projets soutenus par la Fondation, à savoir CAURIE, une IMF basée à Thiès, MEC-FEPRODES une IMF basée à Saint-Louis et la Laiterie du Berger, un Social Business dans lequel la Fondation a investi et qui est basé à Richard Toll, dans le nord du Sénégal.

Par ailleurs, en marge du Conseil d'Administration, la Fondation Grameen Crédit Agricole a pris l'initiative d'organiser à Dakar, en partenariat avec l'ONG Microfinance Transparency, l'AP-SFD, INAFI et l'APIX, une conférence consacrée à la microfinance et au Social Business en Afrique de l'Ouest à laquelle ont participé plus de 80 spécialistes.

The Board of Directors met in Dakar on 4 March 2011

The Foundation's Board of Directors chose Senegal to meet on 4 March and to visit field projects supported by the Foundation, namely CAURIE, an MFI based in Thies, MEC-Feprodes, an MFI based in St. Louis and la Laiterie du Berger, a Social Business in which the Foundation has invested and which is based in Richard Toll, northern Senegal.

Peripheral to the meeting of the Board of Directors, the Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation took the initiative to organise, in partnership with the NGO Microfinance Transparency, AP-SFD, INAFI and APIX, a conference in Dakar dedicated to microfinance and Social Business in West Africa, a conference attended by more than 80 practitioners.

Les Comités de la Fondation

Foundation's Committees

12

Rapport Annuel 2011

Le Conseil d'administration de la Fondation a constitué en son sein deux comités spécialisés :

Comité de Projets

Le Comité de Projets a pour mission de statuer sur les propositions de financement d'institutions de microfinance et de Social Business. Durant l'année 2011 les membres étaient : Luc Démazure, Président, Pr. Latifee, Yves Couturier et Jean-Luc Perron. Il s'est réuni à 5 reprises en 2011, avec un taux d'assiduité proche de 100%, et a approuvé 19 opérations de financement.

Comité d'Éthique

Le Comité d'Éthique a pour mission d'élaborer une charte éthique de la Fondation et de veiller à son application ainsi qu'au respect des objectifs sociaux qu'elle s'est fixés. Il recommande également l'adhésion à toute charte éthique, code de conduite ou énoncé de principes proposés par des organismes publics ou des organisations de microfinance et en suit la mise en œuvre. En 2011 il était composé de trois membres : Daniel Lebègue, Président, Pr. Latifee et Raphaël Appert. Le Comité ne s'est pas réuni en 2011.

The Foundation's Board of Directors has set up two specialised committees:

Project Committee

The role of the Project Committee is to decide on financing proposals for microfinance institutions and Social Businesses. In 2011, it was composed of Luc Démazure, Chairman, Pr. Latifee, Yves Couturier and Jean-Luc Perron. It met five times in 2011, with an attendance rate close to 100% and approved 19 financing proposals.

Ethics Committee

The role of the Ethics Committee is to draft an ethics charter for the Foundation and to ensure its compliance. It also ensures that the Foundation is in line with its social objectives and recommends the Foundation's backing for any ethics charter, code of conduct or statement of principles likely to be proposed either by public organisations or by microfinance organisations and to follow up on its implementation. It is composed of Daniel Lebègue, Chairman, Pr. Latifee and Raphaël Appert. The Committee did not meet in 2011.



Le Délégué Général

The Managing Director



Jean-Luc Perron a été nommé Délégué Général de la Fondation et les pouvoirs nécessaires à l'exercice de sa mission lui ont été délégués lors du 1^{er} Conseil d'administration de la Fondation le 4 octobre 2008. Le Délégué Général est chargé d'assurer la gestion journalière de la Fondation et participe au Conseil d'administration où il dispose d'une voix consultative.

During the first Board of Directors meeting on 4 October 2008, Jean-Luc Perron was appointed Managing Director of the Foundation and was delegated the powers that are necessary for him to carry out his task. The Managing Director is in charge of the day-to-day management of the Foundation and takes part in the Board of Directors meetings in a consultative capacity.

L'équipe de la Fondation

The Foundation's team



Le Professeur Yunus rencontre l'équipe de spécialistes et de stagiaires de la Fondation / Professor Yunus meets with the team of specialists and trainees of the Foundation

Au 31 décembre 2011, l'équipe de la Fondation, dirigée par le Délégué Général, était composée de 14 personnes et organisée en 3 pôles :

- **Pôle Développement et Assistance Technique**

en charge de la prospection, de l'identification des IMF, des négociations et de la communication, ainsi que de l'offre d'assistance technique, dirigé par Philippe Guichandut.

- **Pôle Investissement**

en charge de l'offre de financement, de l'analyse approfondie des IMF et de la présentation des dossiers instances décisionnaires, dirigé par Jürgen Hammer.

- **Pôle Administratif et Financier**

en charge de la gestion financière et de l'administration des opérations de la Fondation, dirigé par Pascal Webanck.

As of 31 December 2011, the Foundation team, led by the Managing Director, was composed of 14 persons and organised into 3 units:

- Development and Technical Assistance unit, responsible for seeking out and identifying microfinance institutions, for negotiations and communication as well as for technical assistance services, headed by Philippe Guichandut.

- Investment unit, responsible for designing financial products, in depth analysis of microfinance institutions and referral of potential investments to the decision-making bodies, headed by Jürgen Hammer.

- Administration and Finance unit responsible for the financial and administrative management of the Foundation, headed by Pascal Webanck.

Délégué Général / Managing Director

Equipe de la Fondation / The Foundation's team

Pôle Développement et Assistance

Technique

Development and
Technical Assistance Unit

- Origination
- Communication
- Recherche & Développement
- Conseil
- Formation
- Echange meilleures pratiques

- *Origination*
- *Communication*
- *Research & Development*
- *Advisory*
- *Training*
- *Exchange of best practices*

Pôle Investissement

Investment Unit

- Analyse financière et sociale
- Due diligence
- Dossier d'investissement

- *Financial and social analysis*
- *Dur Diligence*
- *Investment proposal*

Pôle Administratif et Financier

Administration and
Financial Unit

- Budget
- Contrôle de gestion trésorerie
- Administration

- *Budget*
- *Management Control*
- *Administration*

CACEIS Bank Luxembourg

- Fonction dépositaire
- Back Office

- *Depository bank*
- *Back Office*



Notre approche

Our approach



Notre positionnement : *Microfinance*

Our positioning: *Microfinance*

La Microfinance au cœur de l'action de la Fondation

Microfinance at the heart of the action of the Foundation

16

Rapport Annuel 2011

Mission sociale

La Fondation concentre ses concours financiers et techniques sur les Institutions de Microfinance (IMF) qui :

- ☉ se donnent comme mission essentielle de lutter contre la pauvreté et pour l'inclusion financière des plus pauvres, et principalement les femmes, au travers d'une offre de micro services financiers adaptés;
- ☉ se conforment à un certain nombre de principes éthiques, auxquels la Fondation adhère, notamment en ce qui concerne l'information et la protection des emprunteurs, le niveau des taux d'intérêt pratiqués, les méthodes de recouvrement des prêts et la prévention de la corruption;
- ☉ contribuent à la protection et l'amélioration de l'environnement, notamment, s'agissant de l'agriculture, par une gestion économe de l'eau et de l'énergie.

Taille/Maturité des IMF

La Fondation s'adresse prioritairement aux IMF appartenant aux tiers 2 et 3 de la segmentation des IMF, c'est-à-dire des IMF de taille intermédiaire, ayant atteint ou en voie d'atteindre un niveau d'autosuffisance financière et d'équilibre d'exploitation, mais qui n'ont pas un accès aisé à des sources de financement domestiques ou internationales.

Orientation agricole et rurale

La Fondation s'adresse en priorité aux IMF à vocation agricole et rurale. Par IMF rurale, on entend une IMF dont plus de 50% des points de distribution sont situés en zone rurale. Par IMF agricole, on entend une IMF dont plus de 50% des emprunteurs vivent de l'agriculture.

Social Mission

The Foundation concentrates its financial and technical support on Microfinance Institutions (MFIs) that:

- ☉ have a core mission of combating poverty and promoting the financial inclusion of the poorest, and mostly women, through a range of suitable and accessible financial micro-services;
- ☉ comply with a number of ethical principles, to which the Foundation adheres, notably those relating to information for and protection of borrowers, level of interest rates offered, loan collection methods and the prevention of corruption;
- ☉ contribute to the protection and improvement of the environment, notably in relation to agriculture, through effective management of water and energy and sensible input management.

Size/Maturity of MFIs

The Foundation gives priority to MFIs belonging to tiers two and three of the MFI classification. This refers mainly to medium-sized MFIs that have achieved or are on the verge of achieving a level of financial self-sufficiency and operational equilibrium, but do not have easy access to domestic or international financing sources.

Agriculture and rural focus

The Foundation gives preference to agricultural and rural MFIs. Rural MFI refers to an MFI, which has over 50% of its distribution points in a rural area. Agricultural MFI refers to an MFI, of which over 50% of the borrowers rely on farming for their livelihood.

Priorités géographiques

La Fondation intervient en priorité dans les zones où le développement de la microfinance est pratiquement l'unique voie d'accès aux services financiers de base par les plus pauvres, et dans les pays où son intervention aura la plus grande valeur ajoutée. La Fondation retient comme zones prioritaires pour ses interventions :

- L'Afrique sub-saharienne
- L'Afrique du Nord et le Moyen-Orient
- L'Asie du Sud et du Sud-Est

Geographic priorities

The Foundation will be active as a matter of priority in areas where the development of microfinance is practically the sole channel of access to basic financial services for the poor, and in countries in which the Foundation will produce the greatest value-added. The Foundation retains the following priority areas for its operations:

- Sub-Saharan Africa
- Middle East and North Africa
- South and South-East Asia



Notre positionnement : *Social Business*

Our positioning: *Social Business*

La Fondation poursuit son engagement pour appuyer le développement d'entreprises de Social Business

The Foundation continues its commitment to support the development of Social Business companies

L'appui au développement d'entreprises de «Social Business» est inscrit dans le mandat de la Fondation. Depuis plusieurs années, le Professeur Yunus a élaboré le concept de Social Business, comme une nouvelle approche des problèmes sociaux et créé plusieurs entreprises dédiées suivant cette approche innovante : un Social Business est une entreprise qui poursuit un but social et y consacre l'intégralité de ses profits. Dans le contexte des pays en développement, le problème social central est la pauvreté. Pour donner aux plus pauvres un accès effectif à des biens et services essentiels, qu'il s'agisse de nutrition, d'eau potable, d'énergie, de santé ou d'éducation, mais aussi de services financiers, l'entreprise de Social Business est conduite à faire preuve d'innovation dans la conception, les modes de production et de distribution, le marketing et la politique de prix de ses biens ou services. Ces entreprises occupent ainsi un segment nouveau, entre les entreprises traditionnelles mues par la recherche du profit maximum et les organisations sans but lucratif dont l'objectif est social mais qui sont dépendantes de l'aide publique ou de la philanthropie privée.

Outre son positionnement très social, un Social Business se distingue d'une entreprise classique par le fait que ses investisseurs ont vocation à recouvrer le capital investi, mais renoncent à tout enrichissement financier.

Les statuts de la Fondation l'autorisent à mettre en œuvre sa mission au travers de fonds d'investissement qu'elle contrôle. Dès 2010, un Groupe de travail, constitué de cinq administrateurs, a été créé par le Conseil d'Administration pour assister le Délégué Général dans la conception d'un Fonds d'investissement entièrement dédié à l'approche Social Business. Ce Groupe de travail a validé l'étude de faisabilité du Fonds Grameen Crédit Agricole, conduite par l'équipe de la Fondation, avec le concours de filiales du Groupe Crédit Agricole, notamment Amundi, Caceis Bank Luxembourg et CA Luxembourg, en collaboration avec le Grameen Créative Lab (Allemagne) et avec l'assistance du cabinet d'avocats Elvinger, Hoss & Prussen au Luxembourg.

Ces travaux ont abouti à la fin de 2011, après validation d'un pré-projet par le Conseil d'Administration au mois de mars, à l'élaboration d'un dossier complet en vue de la création d'un Fonds de 15 à 20 millions d'Euros, entièrement dédié au financement d'entreprises de Social Business et qui sera un lui-même un Social Business, au sens décrit plus haut.

Ce projet devrait voir le jour en 2012 et permettre à la Fondation de jouer son rôle pionnier et d'augmenter ses capacités d'action, en associant à sa mission des investisseurs socialement motivés et en permettant de nouer des partenariats avec des entreprises qui souhaitent mettre leur savoir-faire au service de la lutte contre la pauvreté et plus généralement de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Support for the development of "Social Business" enterprises is part of the mandate of the Foundation. For several years now, Professor Yunus has developed the concept of Social Business as a new approach to social problems and has created several companies based on this innovative approach: a Social Business is a company that has a social purpose and devotes all its profits to it. In the context of developing countries, the main social problem is poverty. To give the poorest effective access to essential goods and services, be it nutrition, clean water, energy, health or education, but also financial services, a Social Business enterprise has to demonstrate innovation in design, modes of production and distribution, marketing and pricing of its goods or services. These enterprises occupy a new segment, between traditional businesses driven by the search for maximum profit, and not-for-profit organisations whose objective is social but which are dependent on public aid or private philanthropy.

Besides its extremely social position, a Social Business differs from a conventional business by the fact that its investors aim to recover the capital invested, but waive all financial enrichment.

Its articles of association allow the Foundation to implement its mission through investment funds it controls. In 2010, a Working Group, consisting of five directors, was established by the Board to assist the Managing Director in the design of an investment fund dedicated to the Social Business approach. The Working Group approved the feasibility study of the Grameen Credit Agricole Fund, led by the Foundation team, with the help of Crédit Agricole Group subsidiaries, including Amundi, Caceis Bank Luxembourg and CA Luxembourg, in collaboration with the Grameen Creative Lab (Germany), and with assistance from the law firm Elvinger, Hoss & Prussen in Luxembourg.

At the end of 2011, this work led, after confirmation of a pre-project by the Board of Directors in March, to the development of a complete application for the creation of a €15-20 million Fund, entirely dedicated to financing Social Business enterprises, as described above.

This project should be finalised in 2012 and will enable the Foundation to play its pioneering role and increase its capacity for action, by bringing socially motivated investors to achieve its mission and by establishing partnerships with companies wishing to share their know-how to fight poverty and more generally to achieve the Millennium Development Goals.

Notre offre

Our offer

La Fondation offre une gamme complète de services de financement et d'accompagnement technique en faveur des IMF et des entreprises de Social Business. Elle souhaite soutenir ses partenaires afin qu'ils puissent répondre au mieux aux attentes de leurs clients.

The Foundation offers a full range of services for the financial and technical support of MFIs and Social Business enterprises. The Foundation intends to help its partners addressing their clients' expectations.

Partenariat durable / Long-term Partnership

Assistance Technique / Technical Assistance

Renforcement des capacités de nos partenaires grâce à une assistance technique adaptée dans des domaines tels que : la gouvernance, la gestion des risques, le contrôle de gestion, le développement de nouveaux produits, la mesure de la performance sociale...

Capacity building of our partners through suitable technical assistance in areas such as governance, risk management, management control, new product development, social performance measurement, ...

Prêts senior / Senior Loans

Des prêts à moyen et long terme (jusqu'à 7 ans) en devises locales, en EUR et en USD, adaptés aux besoins de nos partenaires et leur évitant le risque de change.

Medium and long-term loans (up to 7 years) in local currencies, in EUR and in USD, adapted to our partners' needs and avoiding foreign exchange risk.

Garanties / Guarantees

Garanties partielles à moyen et long terme permettant à nos partenaires de se financer sans risque de change auprès des banques locales.

Medium and long-term partial guarantees enabling our partners to obtain financing without having to assume foreign exchange risks with local banks.

Fonds propres / Equity

Des prises de participation minoritaires au capital de nos partenaires permettant de renforcer leurs fonds propres et consolider notre partenariat.

Equity financing (minority stakes) of our partners so as to strengthen their balance sheets and consolidate our relationship.



Nos process / outils

Our process / tools

Une approche attentive en matière de gestion du risque de change

La Fondation a développé des approches innovantes pour le financement des IMF, avec l'objectif d'exonérer les IMF partenaires de tout risque de change. Ainsi 95 % des montants de ses financements sont libellés en monnaie locale, soit en se couvrant auprès de CA-CIB (Crédit Agricole - Corporate & Investment Bank) pour le dollar US ou auprès du fonds hollandais TCX pour les devises les plus exotiques, soit en supportant elle-même le risque de change, notamment en ce qui concerne le Franc CFA. En 2011, la Fondation a fait jouer à plein les synergies avec le Fonds TCX et élargi le spectre de devises proposées à 11 devises, concluant notamment de nouvelles opérations en Somoni Tadjik, en Peso Philippin et en Taka Bangladais.

A careful approach to the management of currency risk

The Foundation has developed innovative approaches for financing MFIs, with the aim of exempting partner MFIs from any currency risk. Thus 95% of the amounts funded are made in local currency, either by covering the risk through CA-CIB (Crédit Agricole - Corporate & Investment Bank) for the US dollar or through the Dutch TCX Fund for the more exotic currencies, or by the Foundation assuming the currency risk itself, particularly as concerns the CFA Franc. In 2011, the Foundation fully used synergies with the TCX Fund and broadened the use of foreign funds offered in 11 currencies, closing new operations in the Tajikistan Somoni, in the Philippine Peso and in the Bangladeshi Taka.

Gestion du risque de contrepartie

Management of counterparty risk

Signature d'un accord de partenariat entre l'Agence Française de Développement et la Fondation Grameen Crédit Agricole

Le 28 Mars 2011, l'Agence Française de Développement (AFD) et la Fondation Grameen Crédit Agricole ont signé une convention de sous-participation en risque d'un montant de 10 millions d'euros. L'intervention en sous-participation de l'AFD consiste à prendre en charge 50% du risque de crédit sur les concours financiers octroyés par la Fondation Grameen Crédit Agricole aux institutions de microfinance (IMF), sous réserve du respect de critères géographiques et financiers. Elle permettra d'assurer un montant d'intervention de 20 millions d'euros de la Fondation en Afrique Sub-saharienne et sur le pourtour Méditerranéen au cours des deux prochaines années.

Ce partenariat fait suite à une première collaboration entre la Fondation et PROPARGO, filiale de l'AFD dédiée au secteur privé, en faveur de l'institution de microfinance kényane KWFT DTM (Kenya Women Finance Trust DTM Ltd).

L'expertise en microfinance de la Fondation Grameen Crédit Agricole, son exigence en termes de performance sociale (la Fondation opérant une double évaluation systématique de la performance financière et sociale de ses partenaires) et sa volonté d'accompagner le développement d'institutions de microfinance dans les zones rurales et agricoles, aujourd'hui encore difficilement couvertes par la microfinance, ont amené l'AFD à vouloir approfondir ce partenariat et s'associer aux interventions de la Fondation dans les zones prioritaires de l'Afrique Sub-saharienne et de la Méditerranée.

Signing of a partnership agreement between the Agence Française de Développement (French Development Agency) and the Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation

On 28 March 2011, the Agence Française de Développement (AFD) and the Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation signed a sub-participation in risk agreement for €10 million. The intervention in sub-participation of the AFD is to take over 50% of the credit risk on the financial assistance granted by the Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation to Microfinance institutions (MFIs), subject to compliance with geographic and financial criteria. This agreement will allow the Foundation to provide a total amount of €20 million to Sub-Saharan Africa and the Mediterranean basin over the next two years.

This partnership follows from a first collaboration between the Foundation and PROPARGO, an AFD affiliate focused on private sector, in favour of the Kenyan microfinance institution KWFT DTM (Kenya Women Finance Trust DTM Ltd).

The expertise of the Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation in the microfinance field, its requirements in terms of social performance (the Foundation operates a double systematic evaluation of financial and social performance of its partners) and its commitment to supporting the development of microfinance institutions in rural and agricultural areas, still barely covered by microfinance, led the AFD to want to deepen this partnership and join with the Foundation in its projects in priority areas of Sub-Saharan Africa and the Mediterranean basin.

Entretien Interview

Joost Zuidberg,

Directeur Général / Managing Director
The Currency Exchange Fund (TCX)



21

Annual Report 2011

Quelle est la valeur ajoutée d'une coopération entre TCX et la Fondation?

TCX apprécie hautement sa relation avec la Fondation. La stratégie proactive de la Fondation et son ciblage spécifique des institutions au bas de la pyramide en font un agent de changement très engagé dans ses efforts afin d'éviter les pratiques de prêts en devises étrangères.

Quels sont les derniers développements de TCX qui peuvent intéresser la Fondation?

Soutenue par la Fondation et par d'autres investisseurs, TCX représente l'étape intermédiaire en vue d'être effectivement en mesure de fournir aux IMF locales les outils nécessaires à la gestion de leur risque de change. TCX permet donc de diversifier les mécanismes de diffusion du produit en monnaie locale, parallèlement aux prêts en monnaie locale accordés par les investisseurs. Par ailleurs, la Fondation a été l'une des premières à mettre en pratique les connaissances acquises à partir de l'enquête que nous avons menée sur les devises des pays à risque.

La Fondation est particulièrement sensible aux enjeux liés au financement en monnaie locale. Existe-t-il un code de bonne conduite sur ce sujet ou une autre initiative encadrant les meilleures pratiques?

Nous avons constaté qu'une grande attention était portée à la question des prêts en devises comme avec la directive publiée par le Conseil Européen des Risques Systémiques qui aura une incidence sur toutes les entités réglementées au sein de l'UE. Nous participons également aux efforts déployés de manière plus large dans la communauté financière du développement afin de parvenir à atteindre une position commune en matière de bonnes pratiques à laquelle les parties prenantes telles que la Fondation seront sans aucun doute invitées à participer.

What is the added value of the partnership between TCX and the Foundation?

TCX highly values the relationship with the Foundation. The pro-active strategy of the Foundation and its particular focus on the bottom of the pyramid makes it a highly committed change agent in the efforts to avoid FX lending practices.

What are TCX's latest advances and developments that the Foundation could be interested in?

Supported by the Foundation and other investors, TCX is making the transition to effectively be able to provide MFIs locally with the tools to allow them to manage their FX risks. TCX is thus diversifying the delivery mechanism of the local currency product, besides the local currency loans provided by investors. Separately, the Foundation is an early adopter of the insights gained from our research conducted in frontier market currencies.

The Foundation is particularly aware of challenges related to local currency funding. Does a code of conduct or any 'best practices' initiative exist?

We have seen a lot of attention placed on the topic of FX lending, such as the directive issued by the European Systemic Risks Board that will impact all regulated entities in the EU. We are also participating in efforts within the broader development finance community to develop a joint best practices position to which parties such as the Foundation will undoubtedly be invited to participate.

Un renforcement du contrôle des risques au sein de la Fondation :

Procédures anti-blanchiment

An enhanced risk control within the Foundation: *Anti money-laundering procedures*

Au cours de l'exercice 2011, la Fondation a poursuivi le renforcement du contrôle de ses risques, notamment en intégrant les procédures de lutte anti-blanchiment et contre le financement du terrorisme.

Afin de développer la connaissance de ses partenaires et de ses actions mises en place afin de lutter contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, l'équipe opérationnelle complète systématiquement avec l'ensemble de ses partenaires un questionnaire relatif à ces questions. De plus, l'ensemble des parties prenantes dans les institutions partenaires (ex : membres du conseil d'administration et de l'équipe de direction, actionnaires et bailleurs de référence, etc.) sont passés au crible des différentes listes d'exclusion fournies notamment par l'Union Européenne. Cette analyse fait partie intégrante des dossiers d'investissement présentés au Comité de Projets de la Fondation.

Pour renforcer le contrôle de ses risques et de sa conformité, la Fondation a signé avec Crédit Agricole SA une convention de fonctionnement qui la fait entrer dans le périmètre du Groupe Crédit Agricole en matière de contrôles périodiques et permanents, d'audit interne et de conformité. Dans ce cadre, la Fondation a fait l'objet d'une mission d'audit de l'Inspection Générale du Groupe Crédit Agricole, dont les conclusions et recommandations seront présentées au Conseil d'administration lors de sa première réunion en 2012.

In 2011, the Foundation continued to strengthen its risks control, including the integration of procedures against money laundering and the financing of terrorism.

To develop knowledge of its partners and of actions implemented to fight money laundering and the financing of terrorism, the operational team systematically completes a questionnaire on these issues with all its partners. In addition, all stakeholders in the partner institutions (e.g. members of the board and management team, shareholders and lenders of reference, etc.) are examined closely using the various exclusion lists provided, particularly by the European Union. This analysis is an integral part of the investment projects presented to the Projects Committee of the Foundation.

To strengthen the control of its risks and compliance, the Foundation signed an operating agreement with Crédit Agricole SA that brings it within the scope of the Crédit Agricole Group in terms of periodic and permanent controls, internal audit and compliance. Within this context, the Foundation has been audited by the General Inspectorate of the Crédit Agricole Group, whose conclusions and recommendations will be presented to the Board at its first meeting in 2012.





Nos résultats Our results

Nos activités en 2011
Our activities in 2011



En 2011,
In 2011,

19

nouveaux projets d'investissement ont été
approuvés par le Comité de Projets de la
Fondation :

new investment projects were approved
by the Foundation's Projects Committee:

14

financements d'institutions de microfinance
dans 11 pays, dont 4 nouveaux (Madagascar, République
Démocratique du Congo, Sri Lanka et Tadjikistan). Sur ces 14 opérations,
11 sont des prêts et 3 des garanties.

projects for refinancing microfinance institutions
in 11 countries, of which four are new : (Madagascar, Democratic
Republic of Congo, Sri Lanka and Tajikistan). Of these 14 transactions, 11
were in the form of loans and three in the form of guarantees.

5

prises de participation en capital dans 4
entreprises de Social Business. Il s'agit de Philéol
(Madagascar), la Laiterie du Berger (Sénégal), Chamroeun (Cambodge),
Babyloan (France) et Grameen Danone Foods Ltd. (Bangladesh).

equity investment projects in four Social
Business enterprises; Philéol (Madagascar), La Laiterie du
Berger (Senegal), Chamroeun (Cambodia), Babyloan (France) and
Grameen Danone Foods Ltd. (Bangladesh).

Sur les 19 projets approuvés par le Comité de Projets,
15 projets ont été mis en place :

11 prêts à des IMF ont été signés dont 6 avec de nouveaux partenaires
et dans 2 nouveaux pays : la République Démocratique du Congo
et le Tadjikistan.

1 opération de garantie à Madagascar (nouveau partenaire et
nouveau pays).

3 opérations d'investissement en fonds propres dont une sous
forme d'avance en compte courant d'actionnaire (la Laiterie du
Berger au Sénégal) et les deux autres en capital (ABC Microfinance
«Babyloan» et Grameen Danone Foods Ltd).

Of the 19 projects approved by the Committee Projects,
15 projects have been implemented:

11 loans to MFIs were signed of which six were with new partners
and two were in new countries: Democratic Republic of Congo and
Tajikistan.

1 A guarantee in Madagascar (new partner and new country).

3 equity investments, of which one was in the form of a shareholder
overdraft (Laiterie du Berger in Senegal) and two were in equity
(ABC Microfinance "Babyloan" and Grameen Danone Foods Ltd.).

	Projets approuvés par le Comité de Projets en 2011 <i>Projects approved by the Project Committee in 2011</i>		Projets signés en 2011 <i>Projects signed in 2011</i>	
	Nb projets / Nb projects	Montant (€) / Amount (€)	Nb projets / Nb projects	Montant (€) / Amount (€)
Microfinance	14	7 430 000	12	5 134 695
Social Business	5	598 164	3	415 076
Total	19	8 028 164	15	5 549 771

Nota Bene : Un décalage existe entre l'approbation des projets et
leur mise en place dû à la négociation des contrats et aux contraintes
réglementaires et administratives.

Nota Bene: There is a lag between project approval and implementation
due to contract negotiations and regulatory and administrative constraints.

La microassurance agricole

Agricultural microinsurance

Un nouvel axe de développement de la Fondation en 2011 : la microassurance agricole

Pour une famille à faibles revenus, une situation de crise peut avoir des conséquences dramatiques sur l'économie familiale entraînant la vente de l'outil productif, le surendettement ou le retrait des enfants de l'école. Dans ces situations, la microassurance peut apporter une protection minimale. Associée au microcrédit, elle protège non seulement l'emprunteur, sa famille et son outil de travail, mais encourage aussi les institutions de microcrédit à prêter davantage. Pour rendre ces produits d'assurance accessibles à une population très pauvre et souvent analphabète, les techniques d'assurance et les méthodes de distribution doivent être repensées et testées dans le contexte de chaque pays.

C'est particulièrement vrai en matière d'assurance-récolte pour des petits paysans, dispersés sur un vaste territoire. Les petits paysans sont exposés à des risques naturels qui, en détruisant leur récolte ou leur bétail, les exposent à la ruine et à l'insolvabilité. Le recours à des indices météorologiques ou à des indices de rendement peut permettre de répondre à des défis majeurs posés par l'assurance agricole traditionnelle rendant possible l'émergence de nouvelles solutions de protection contre les risques agricoles adaptées aux pays du Sud. L'indemnisation de la perte de récolte est alors déclenchée automatiquement quand certains seuils, par exemple un déficit de précipitations, sont franchis.

La Fondation considère que la protection des plus pauvres contre les aléas de la vie et de la nature est une fonction essentielle de la microfinance. Dans l'objectif d'explorer des territoires nouveaux dans le domaine de la microassurance agricole, elle s'est engagée dans deux initiatives :

- Une initiative de recherche visant à élaborer des modèles d'assurance récolte indicielle susceptibles de s'appliquer dans le contexte des pays du Sud. Pacifica, la compagnie d'assurance dommages du Groupe Crédit Agricole SA, y apporte son expertise d'assureur agricole en France. L'utilisation de l'imagerie climatique satellitaire étant très adaptée à l'assurance agricole indicielle dans les pays du Sud et clé dans l'émergence de nouvelles solutions, cette initiative s'appuie sur la présence d'Astrium-Spotimage. L'association avec la Fondation Institut Europlace de Finance assure par ailleurs un savoir-faire sur l'approche de la recherche fondamentale et appliquée, en collaboration avec l'Université Paris-Nanterre.

- Le projet Assurance Récolte Sahel, une initiative pilote de déploiement de la microassurance récolte dans 4 pays d'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Mali, Burkina Faso et Bénin), dirigée par Planet Guarantee. Le projet, soutenu par la Société Financière Internationale dans le cadre de sa «Global Index insurance initiative» vise à offrir en 4 ans une protection minimale à 60 000 petits paysans dans ces 4 pays. La Fondation apporte à ce projet son appui technique et financier.

La Fondation est également un membre actif du MicroInsurance Network, un réseau mondial qui vise à promouvoir le développement des produits d'assurance pour une clientèle à faibles revenus.

A new axis of development for the Foundation in 2011: agricultural microinsurance

For low-income families, a crisis can have dramatic consequences on the family economy causing the sale of the productive tool, over-indebtedness or withdrawing children from school. In these situations, microinsurance can provide minimal protection. Associated with microcredit, not only does it protect the borrower, his/her family and the working tool, but it also encourages microfinance institutions to lend more. To make these insurance products accessible to a very poor and often illiterate population, insurance techniques and distribution methods must be redesigned and tested in the context of each country.

This is particularly true with respect to crop insurance for small farmers, scattered over a vast territory. Small farmers are exposed to natural hazards that, by destroying their crops or livestock, expose them to ruin and insolvency. The use of a weather index or indices of performance can address major challenges posed by traditional agricultural insurance, making possible the emergence of new solutions to protect against agricultural risks, adapted to the South. Compensation for crop loss is then automatically triggered when certain thresholds, such as a lack of rainfall, are crossed.

The Foundation believes that protecting the poor against the vagaries of life and nature is an essential function of microfinance. With the aim of exploring new territories in the field of agricultural microinsurance, the Foundation involved itself on two initiatives:

- A research initiative to develop indexed crop insurance models that may apply in the context of the South. Pacifica, the life insurance company of Crédit Agricole SA, brings its expertise in agricultural insurance in France. The use of satellite climate imagery being very suitable for agricultural index insurance in the South and key in the emergence of new solutions, this initiative relies on the presence of Astrium-Spotimage. The partnership with the Europlace Institute of Finance Foundation also provides expertise in the approach of basic and applied research in collaboration with the University of Paris-Nanterre.

- The Crop Insurance Sahel project, a pilot crop microinsurance deployment initiative in four countries of West Africa (Senegal, Mali, Burkina Faso and Benin), headed by Planet Guarantee. The project, supported by the International Finance Corporation within the framework of its "Global Index Insurance Initiative" aims to offer four-year minimum protection to 60,000 small farmers in these four countries. The Foundation brings to the project its technical and financial support.

The Foundation is also an active member of the MicroInsurance Network, a global network that seeks to promote the development of insurance products for low-income clients.

L'Assistance Technique

Technical Assistance

En 2011, le développement de l'offre d'Assistance Technique

En décidant d'appuyer en priorité des Institutions de Microfinance de tier 2 et 3, la Fondation a fait le choix de travailler avec des partenaires n'ayant pas encore réalisé tout leur potentiel de développement.

En accord avec ce positionnement, la Fondation se donne les moyens d'accompagner ses institutions partenaires non seulement au travers de son offre de produits financiers mais également via de l'assistance technique dans les secteurs de la gestion, de la performance sociale et du développement de nouveaux produits.

La Fondation intervient comme un facilitateur en proposant à ses partenaires de les aider à identifier leurs besoins, à définir des termes de référence adaptés et à identifier les consultants à même de conduire des missions d'appui technique. La Fondation contribue également au co-financement de ces missions.

L'objectif de la Fondation est de permettre aux partenaires de renforcer leurs compétences internes, afin de toucher plus et mieux leur public cible, notamment en milieu rural, grâce à la diversification de leurs produits, une meilleure mesure de leur performance sociale et l'amélioration de leur gestion interne.

Douze partenaires ont fait appel à la Fondation pour des besoins d'assistance technique en 2011. Cinq missions d'AT ont été réalisées ou sont en cours de réalisation et sept missions sont en cours de négociation pour une mise en œuvre en 2012. Elles ont concerné la réalisation de plan d'affaires, d'études de marché, de développement de nouveaux produits, notamment agricoles.

In 2011, development of the offer of Technical Assistance services

In deciding to give priority to tier two and tier three Microfinance Institutions, the Foundation has chosen to work with partners who have not yet achieved their potential.

In line with this positioning, the Foundation has the means to support its partner institutions not only through its range of financial products but also through technical assistance in the areas of management, social performance and development of new products.

The Foundation acts as a facilitator by offering to help its partners identify their needs, define terms of reference and identify suitable consultants able to conduct technical support missions. The Foundation also contributes to co-financing these missions.

The objective of the Foundation is to enable partners to strengthen their internal skills and to better reach more of their target audience, particularly in rural areas, through diversification of their products, having a better measure of their social performance and improving their internal management.

Twelve partners appealed to the Foundation for technical assistance in 2011. Five TA missions have been completed or are in the pipeline and seven missions are being negotiated for implementation in 2012. They concern the drafting of business plans, the carrying out of market research and the development of new products, in particular agricultural products.

Le Portefeuille*

The portfolio*

* Hors investissements
dans le TCX Fund

* Investments in the TCX
Fund not included

Répartition des engagements par région au 31 décembre 2011

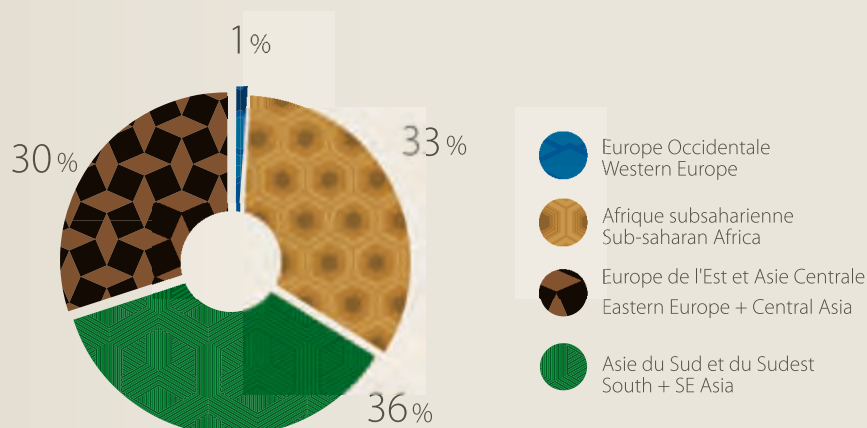
Breakdown of commitments by region as of 31 December 2011

La Fondation Grameen Crédit Agricole met l'accent sur le financement d'IMF et d'entreprises de Social Business en Afrique Sub-saharienne. Cette région représente 33% de son portefeuille au 31 décembre 2011.

The Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation focuses on the financing of MFIs and Social Business enterprises in Sub-Saharan Africa. This region represented 33% of its portfolio at 31 December 2011.

L'Afrique sub-saharienne
continue de représenter
une part importante du
portefeuille

Sub-Saharan Africa continues
to be an important part of
the portfolio



Une gamme de produits adaptés aux besoins de nos partenaires

A range of products adapted to our partners' needs

Au 31 décembre 2011, les prêts senior représentent 92% des engagements signés contre 89% à fin 2010, les prises de participations 6%, y compris les avances en compte courant d'actionnaires et les garanties 2%.

As at 31 December 2011, senior loans represented 92% of the commitments signed, compared to 89% at end 2010, equity 6%, including advances to shareholders' current accounts, and guarantees 2%.

Répartition des engagements par instrument

Breakdown of commitments by instrument



**Des financements
offerts dans 11 devises
différentes**

**Financings granted in
11 different currencies**

**Répartition des engagements
par devise**

**Breakdown of commitments
by currency**



La Fondation a poursuivi en 2011 sa politique de prêts en devises locales à ses partenaires et compte dans son portefeuille 3 nouvelles devises : le Peso Philippin, le Somoni Tadjik et le Taka Bangladais.

Conformément à l'orientation approuvée par le Conseil d'Administration, l'équipe de la Fondation s'est efforcée de rechercher des solutions pour minimiser ou supprimer le risque de change pour les IMF partenaires en proposant :

- des prêts en devise locale couverts par des swaps de taux et de change délivrés par CA-CIB ou par TCX pour les devises plus exotiques,
- des prêts en devise locale sans couverture, quand celle-ci n'est pas disponible ou pas compétitive, dans la limite d'une enveloppe de position de change ouverte pour la Fondation, validée par le Conseil d'Administration.
- des garanties émises en devises fortes mais qui permettent aux IMF de bénéficier de prêts en devise locale octroyés par des banques locales,
- des structures back to back dans lesquelles la Fondation octroie un prêt en devise forte qui est déposé par l'IMF dans une banque locale, en sûreté d'un prêt en devise locale d'un montant équivalent ou supérieur.

In 2011, the Foundation continued its policy of loans in local currency to its partners and added three new currencies to its portfolio: Philippine Peso, Tajik Somoni and Bangladeshi Taka.

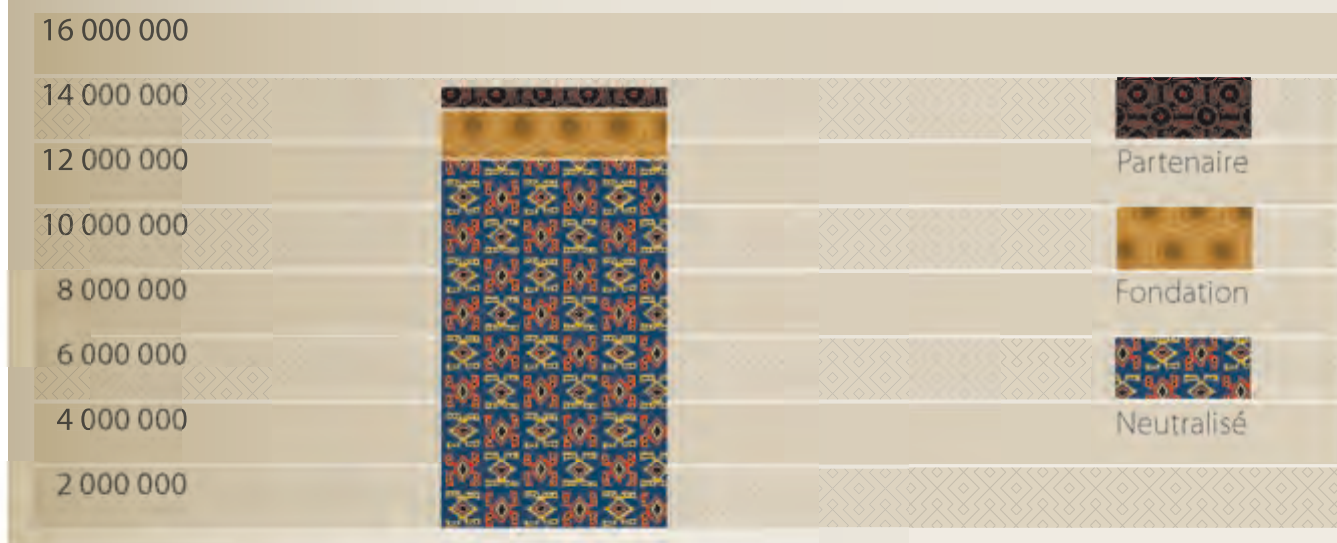
Pursuant to the strategy approved by the Board of Directors, the Foundation's staff attempted to seek solutions to minimize or eliminate foreign exchange risks for the MFI partners by offering :

- loans in local currencies hedged by foreign rate swaps issued by CA-CIB or TCX for the more exotic currencies,
- loans in local currencies without hedging, when hedging is not available or not competitive, within the limit of a budget for open foreign exchange positions for the Foundation, as approved by the Board of Directors.
- guarantees issued in hard currencies but that allow MFIs to receive loans in local currency granted by local banks,
- back-to-back structures in which the Foundation grants a loan in a hard currency that is then deposited by the MFI in a local bank, as collateral for a loan in a local currency in an equivalent or greater amount.



Gestion du risque de change

Foreign exchange risk management



Le risque de change est totalement neutralisé pour 84% du portefeuille, c'est à dire qu'il n'est porté ni par l'IMF, ni par la Fondation (prêts en devises locales non couverts par un swap ou bien structurés en back to back).

La Fondation porte un risque de change sur un montant équivalent à EUR 1,5 millions d'euros, soit 11% de son portefeuille. Il s'agit de prêts en devises locales non couverts par un swap (ce risque se concentre uniquement sur les prêts en Franc CFA, lié à l'euro, pour l'équivalent de EUR 825 000, soit 21% de la limite définie dans la politique générale) ou de participations en devises non couvertes dans des sociétés étrangères.

Le risque de change est porté par l'IMF lorsque la Fondation lui propose un prêt en devise forte (cas unique en portefeuille d'un prêt en USD à une IMF cambodgienne dont les clients ont une bonne partie de leurs revenus en USD).

Currency risk is fully neutralized for 84% of the portfolio, i.e. it is borne neither by the MFI, nor by the Foundation (loans in currencies hedged by swaps or structured in back-to-back).

The Foundation carries a currency exchange risk on an amount equivalent to €1.5 million, or 11% of its portfolio. These are local currency loans not covered by a swap (this risk applies only to loans in CFA, linked to the euro, the equivalent of €825,000 that is 21% of the limit set in the policy) or unhedged foreign currency stakes in foreign companies.

The foreign exchange risk is carried by the MFI when the Foundation offers it a loan in a hard currency (only one case in the portfolio: a loan in USD to a Cambodian MFI but whose clients have a fair portion of their revenue in USD).



La Fondation confirme son positionnement original dans le financement des institutions de microfinance dans le monde.

The Foundation confirms its original position in financing microfinance institutions in the world.

En Aout 2011, Symbiotics Research & Advisory SA et MicroRate ont publié les résultats de leurs enquêtes annuelles sur des investissements en Microfinance et plus particulièrement du paysage des Véhicules d'Investissement en Microfinance (MIV) qui gèrent aujourd'hui environ 7 milliards de dollars d'actifs.

Les informations ont été recueillies en décembre 2010 auprès de 70 MIV dans le cadre de l'enquête Symbiotics et 80 MIV, pour le compte de MicroRate, sur un total de 101 MIV actifs, recensés au 31 décembre 2010 (chiffre Microrate). L'étude comparative, entre les résultats publiés par Symbiotics, ceux de MicroRate et les chiffres de la Fondation, conforte la Fondation dans ses choix stratégiques et dans son positionnement spécifique.

En effet, la comparaison montre que la Fondation :

- **Intervient de façon beaucoup plus marquée en Afrique** : la zone représente 35% de ses investissements contre une moyenne de 5% (Symbiotics) et 7% (MicroRate) pour les MIV enquêtés.
- **Investit directement auprès d'IMF de tier 2 et tier 3** : le montant moyen des prêts accordés par les MIV sondés s'élève à 1,7 millions USD contre 1,1 millions pour la Fondation. La Fondation cible en effet les IMF de plus petite taille qui ont un besoin de financement plus restreint.
- **Soutient en priorité les IMF à forte mission sociale**, qui agissent dans les zones rurales (74% pour la Fondation contre 44% selon l'enquête Symbiotics), auprès des femmes (91% pour la Fondation contre une moyenne de 60% pour les MIV dans l'enquête Symbiotics) et auprès de personnes plus pauvres; la moyenne des prêts accordés par les MIV interrogés est plus de 7 fois supérieure (1 632 USD) à la moyenne des prêts accordés par les institutions partenaires de la Fondation, soit 221 USD.
- **Neutralise les risques de change** de ses partenaires en prêtant principalement en monnaie locale. Les MIV sondés financent à 33% en devise locale contre 93% pour la Fondation.

In August 2011, Symbiotics Research & Advisory SA and MicroRate published the results of their annual surveys of investment trends in microfinance and especially the landscape of Microfinance Investment Vehicles (MIV) that currently manage approximately \$7 billion in assets.

The information was collected in December 2010 from 70 MIVs for the Symbiotics survey and from 80 MIVs for the MicroRate survey, out of a total of 101 active MIVs, recorded as of 31 December 2010 (Microrate figure). The comparative study between the results published by Symbiotics, those published by MicroRate and the figures of the Foundation, strengthens the strategic choices and the specific position of the Foundation.

Indeed, the comparison shows that the Foundation:

- **Is primarily involved in Africa**: the area represents 35% of its investments compared to an average of 5% (Symbiotics) and 7% (MicroRate) for surveyed MIVs;
- **Invests directly with tier two and tier three MFIs**: the average debt investment amount of MIV products surveyed represents \$1.7 million compared with \$1.1 million for the Foundation. Indeed, the Foundation targets MFIs of smaller size that have a smaller financing need.
- **Supports preferentially MFIs with a strong social mission**, which operate in rural areas (74% for the Foundation compared to 44% according to the Symbiotics survey), with women (91% for the Foundation compared to an average of 60% for MIVs in the Symbiotics survey) and with poorer people; the average loan of interviewed MIVs is more than seven times higher (\$1,632) than the average loan granted by the MFI partners of the Foundation, that is, \$221.
- **Neutralizes the currency risks of its partners** by lending mainly in local currency. 33% of the MIV surveyed lend in local currency compared to 93% for the Foundation.

Soutien aux IMF à forte mission sociale 2010 Support to MFIs with high social mission 2010

Prêt Moyen / Average Loan (USD)

1800
1600
1400
1200
1000
800
600
400
200
0

1632

221

44%

74%

60%

91%

Zone Rurale/Rural Area

Femmes/Women

Symbiotics /
Symbiotics

Fondation Grameen Crédit Agricole /
Grameen Crédit Agricole Foundation

Profil des IMF partenaires

Profile of partner microfinance institutions

En 2011, la Fondation a continué de donner la priorité aux IMF servant principalement les femmes. Ainsi, les IMF partenaires de la Fondation, c'est-à-dire les IMF avec lesquelles la Fondation est engagée contractuellement, cumulent un total de 1,2 millions emprunteurs actifs dont 91% de femmes, un pourcentage qui reste stable par rapport à 2010. La part des emprunteurs en zone rurale augmente et passe ainsi de 68% à 74%, dont 88% en Asie du sud et du sud-est, contre 80% en 2010.

In 2011, the Foundation continued to give priority to MFIs serving primarily women. Thus, the MFI partners of the Foundation, that is the MFIs with whom the Foundation is contracted, garnered a total of 1.2 million active borrowers of which 91% were women, a percentage that remains unchanged from 2010. The share of borrowers in rural areas increased from 68% to 74%, of which 88% are located in South Asia and South East Asia, compared to 80% in 2010.

Profil des IMF partenaires / Profile of MFI partners	Global / Total	Afrique Sub-Saharienne / Sub-Saharan Africa	Asie du Sud et du Sud Est / South and South- East Asia	Europe de l'Est et Asie Centrale / Eastern Europe and Central Asia	Moyen Orient et Afrique du Nord / Middle-East and North Africa
Nombre d'IMF partenaires / Number of MFI partners	24	8	9	6	1
Encours de crédit total en EUR mln Total loans outstanding (mln EUR)	267	108	108	39	13
Nombre d'emprunteurs actifs (en milliers) Number of active borrowers (thousands)	1 223	466	549	62	145
Femmes / Women	91%	97%	94%	39%	84%
Rural / Rural	74%	67%	88%	69%	46%
Prêt Moyen (EUR) Average loan (EUR)	218	231	197	612	87



Montant moyen des prêts

Répartition par zone d'intervention (USD)

Average loan size

Breakdown by area of intervention (USD)

2010

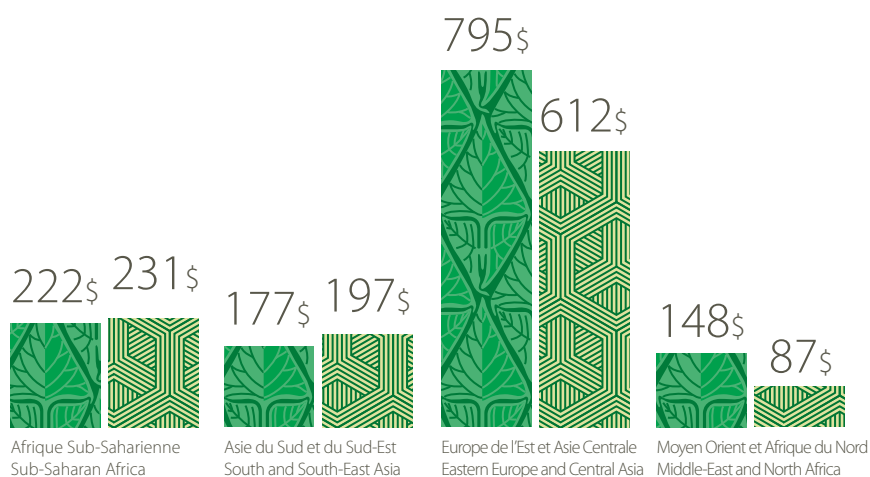


Prêt moyen /
Average loan

2011



Prêt moyen /
Average loan



32

Rapport Annuel 2011

Emprunteurs actifs des IMF partenaires

Répartition par genre

Active borrowers of MFI partners

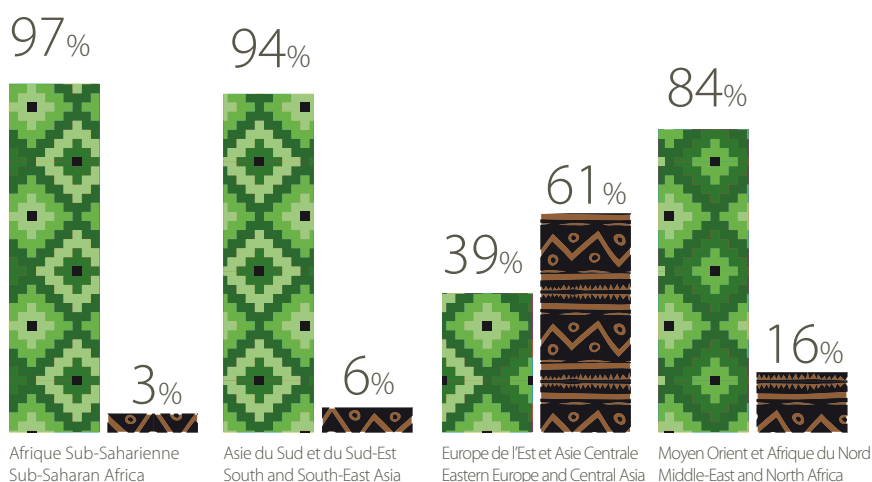
Gender breakdown



Femmes/
Women



Hommes /
Men



Emprunteurs actifs des IMF partenaires

Répartition par zone d'intervention

Active borrowers of MFI partners

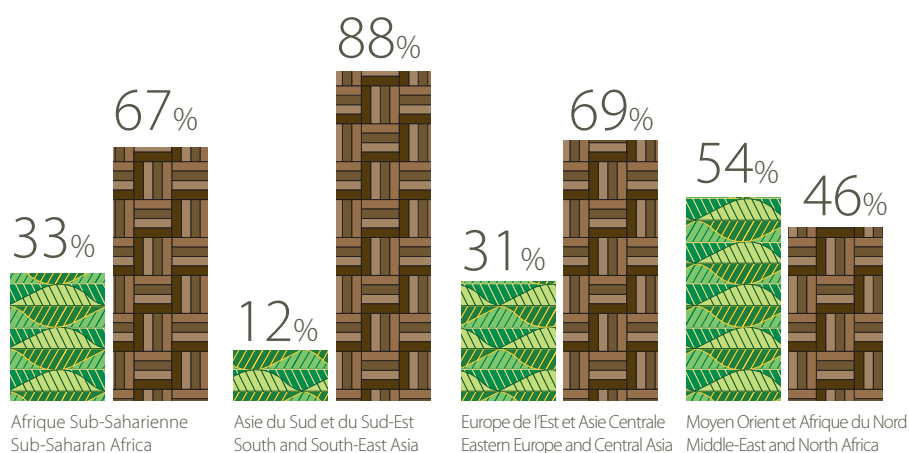
Breakdown by area of intervention



Zone rurale/
Rural Area

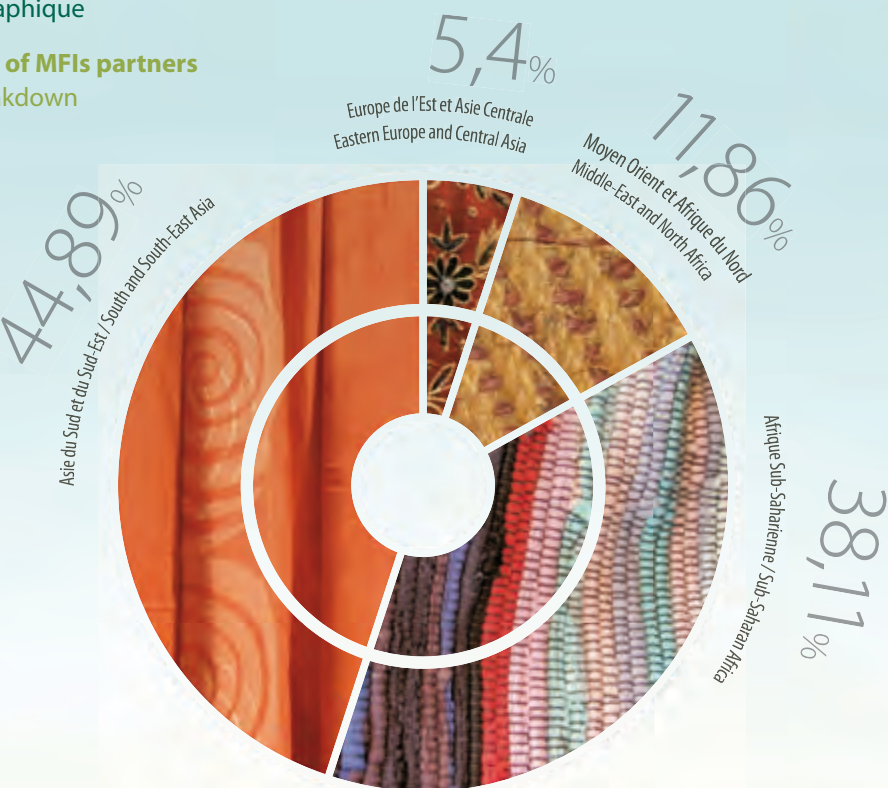


Zone urbaine /
Urban area



Emprunteurs actifs des IMF partenaires
Répartition géographique

Active borrowers of MFIs partners
Geographical breakdown



Des partenariats dans 16 pays

Partnerships in 16 countries

Afrique Sub-Saharienne Sub-Saharan Africa

Kenya

KWFT

● Madagascar

Tiavo

Mali

Soro Yiriwaso

Miselini

● République Démocratique du Congo/ Democratic Republic of Congo

Hekima

Sénégal / Senegal

La Laiterie du Berger

Caurie

Mec Feptides

Asie du Sud et du Sud-Est South and South-East Asia

Cambodge / Cambodia

TPC

Chamroeun

HKL

● Timor Leste / East Timor

TRM

Moris Rasik

Indonésie / Indonesia

Komida

MBK Ventura

Sri Lanka

Berendina Microfinance Institute

Bangladesh

Grameen Danone Foods Ltd

Philippines

ASHI

Gata Daku

Europe de l'Est et Asie Centrale Eastern Europe and Central Asia

Kosovo

Kreditimi Rural | Kosovo

Azerbaïdjan / Azerbaijan

Findev

Azeristar

Viator

● Tadjikistan / Tajikistan

Aryand

Humo & Partners

En 2011, la Fondation est engagée auprès d'Institutions de Microfinance et d'entreprises de Social Business dans 16 pays, dont 4 nouveaux (Madagascar, République Démocratique du Congo, Sri Lanka et Tadjikistan).

In 2011, the Foundation is committed with Microfinance Institutions and Social Business companies in 16 countries, including four new countries (Madagascar, Democratic Republic of Congo, Sri Lanka and Tajikistan).

**Moyen Orient et
Afrique du Nord
Middle-East and
North Africa**

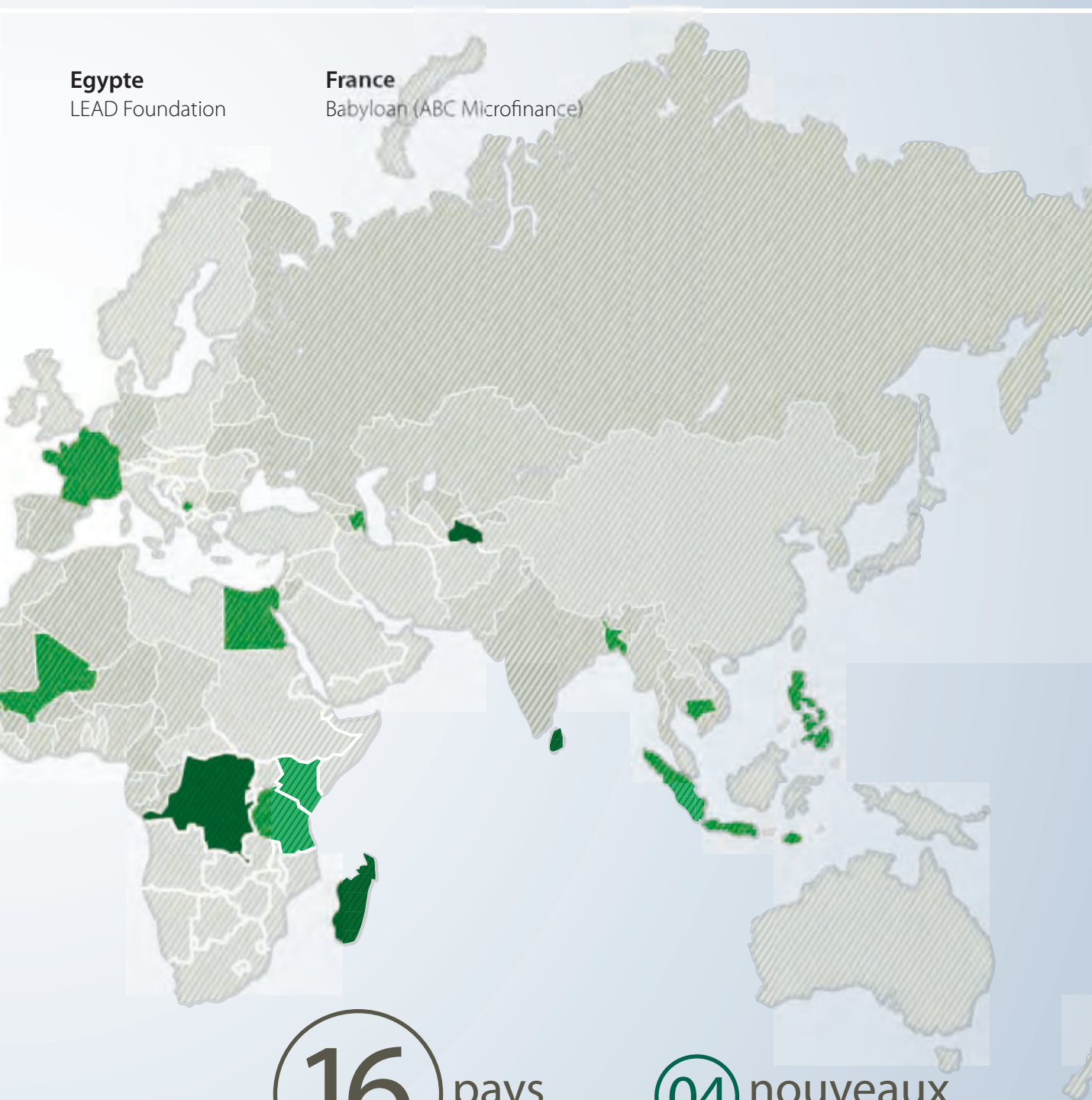
**Europe Occidentale
Western Europe**

Egypte

LEAD Foundation

France

Babyloan (ABC Microfinance)



16

pays
countries

04

nouveaux
new ones

Focus Timor Leste

Focus East Timor

La Fondation est présente dans l'un des pays les plus pauvres d'Asie : le Timor-Leste

The Foundation is involved in one of the poorest countries in Asia: East Timor

36

Rapport Annuel 2011

Colonie portugaise jusqu'en 1975 puis 27^{ème} province indonésienne, Timor-Leste acquiert son indépendance en 2002 au terme d'une période de transition politique : après l'envoi d'une force multinationale créée par le Conseil de sécurité, rendue nécessaire par les violences perpétrées par des milices pro-indonésiennes en 1999, le pays a été sous administration des Nations unies jusqu'à l'indépendance.

Le Timor-Leste est l'un des pays les plus pauvres de la région (41% de la population vivait en 2010 sous le seuil de pauvreté) bien qu'il possède des gisements de pétrole et de gaz naturel. Il produit également du café et développe des cultures essentiellement vivrières mais qui ne suffisent pas à assurer l'autosuffisance alimentaire. Les autorités timoraises ont mis en place une stratégie ambitieuse de développement pour la période 2011-2030 dont l'un des objectifs est d'éradiquer l'extrême pauvreté d'ici 2030.

L'inclusion financière reste très faible au Timor-Leste et la population ayant accès aux services financiers était estimée à 13% en 2009. Les IMF n'ont donc pas plus de 10 ans d'ancienneté mais elles se développent rapidement.

La Fondation Grameen Crédit Agricole finance deux IMF au Timor-Leste. Moris Rasik et TRM (Tuba Rai Metin) sont deux institutions ciblant principalement les femmes en zone rurale.

Moris Rasik est une IMF soutenue par Grameen Trust, qui cible des femmes pauvres en leur proposant des prêts de groupe, selon une méthodologie Grameen adaptée aux particularités du Timor-Leste. L'institution propose ainsi des prêts alternatifs à finalité sociale. Moris Rasik a également développé 5 modules de formation financière en partenariat avec l'ONG australienne World Education Australia. Au 31 décembre 2011, l'institution comptait 10 039 clients actifs. La Fondation a financé Moris Rasik sous la forme d'un prêt de 500 000 dollars US pour une durée de 3 ans avec 1 an de période de grâce.

TRM cible les femmes pauvres dans les zones rurales. Ses programmes de microfinance ont été développés en 2001 par l'ONG américaine Save the Children. TRM, qui au 31 décembre 2011 comptait 6 958 clients actifs, maintient un faible niveau d'encours de prêt moyen par emprunteur et privilégie la méthodologie des prêts de groupe. TRM commence à proposer des services non financiers, principalement des formations commerciales d'éducation financière, à ses clients en partenariat avec des organisations spécialisées. La Fondation finance TRM sous forme d'un prêt de 300 000 dollars US pour une durée de 3 ans avec 1 an de période de grâce.

Portuguese colony until 1975 and then 27th province of Indonesia, East Timor gained independence in 2002 after a period of political transition: following the sending a multinational force established by the Security Council, made necessary by violence perpetrated by pro-Indonesian militias in 1999, the country was under UN administration until independence.

East Timor is one of the poorest countries in the region (41% of the population lived under the poverty line in 2010) although it has deposits of oil and natural gas. It also produces coffee and develops mainly food crops but not enough to ensure food self-sufficiency. Timorese authorities have implemented an ambitious development strategy for the period 2011-2030, one of its goals being to eradicate extreme poverty by 2030.

Financial inclusion is very low in East Timor and the population with access to financial services was estimated at 13% in 2009. MFIs have been established for less than 10 years but are growing rapidly.

The Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation funds two MFIs in East Timor. Moris Razik and TRM (Tuba Rai Metin) are two institutions primarily targeting rural women.

Moris Rasik is a microfinance institution, supported by Grameen Trust, which targets poor women by offering group loans, using a Grameen methodology adapted to the peculiarities of East Timor. The institution offers alternative loans with a social purpose. Moris Rasik has also developed five financial training modules in partnership with the Australian NGO World Education Australia. At 31 December 2011, the institution had 10,039 active clients. The Foundation funded Moris Rasik in the form of a loan of 500,000 U.S. dollars for a period of three years with a one-year grace period.

TRM targets poor women in rural areas. Its microfinance programmes were developed in 2001 by the American NGO Save the Children. TRM, which had 6,958 active clients by 31 December 2011, maintains a low average outstanding loan per borrower and emphasizes the group lending methodology. TRM is beginning to offer non-financial services to its clients, mainly commercial training in financial education in partnership with specialized organizations. The Foundation funds TRM in the form of a loan of 300,000 USD for a period of three years with a one-year grace period.



Le Timor-Leste en chiffres

DONNÉES GÉNÉRALES ET GÉOGRAPHIQUES

Nom officiel : République démocratique du Timor-Est

Nature du régime : démocratie parlementaire

Superficie : 15 410 km²

DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES

Population (FNUAP 2010) : 1,2 M

Densité : 78 h/km²

Croissance démographique : 2,4 %

Espérance de vie(2011) : 62,5 ans

Taux d'alphabétisation (2011) : 79 %

Indice de développement humain (2011) : 0,495

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB (non pétrolier, BM 2010) : 701 M US\$

Taux de croissance (FMI 2011) : 10%

Taux de chômage : 10 %, sous-emploi important

Taux d'inflation (2010) : 4,9 % (prévisions à 13% fin 2011)

Balance commerciale : -39,1 M USD (avril-juin 2011)

Part des principaux secteurs d'activité dans le PIB (2009) :

Agriculture : 30,5 %

Industrie : 13,5 %

Services : 56%

East Timor in figures

GENERAL AND GEOGRAPHIC DATA

Official name: Democratic Republic of East Timor

Government: Unitary parliamentary democratic republic

Area: 15,410 km²

POPULATION

Population (FNUAP 2010): 1.2 M

Density: 78 h/km²

Population growth: 2.4%

Life expectancy (2011): 62.5 years

Literacy rate (2011): 79%

Human Development Index (2011): 0.495

ECONOMY

GDP (non-oil, WB 2010): 701 M US\$

Growth rate (IMF 2011): 10%

Unemployment rate: 10 %, important underemployment

Inflation rate (2010): 4.9 % (forecast 13% end 2011)

Trade balance: -39.1 M USD (April-June 2011)

Share of main sectors in GDP (2009):

Agriculture: 30.5 %

Industry: 13.5 %

Services: 56%

«Pour une microfinance responsable»

L'année 2011 aura été une année difficile pour le secteur de la microfinance, qui a dû relever de nombreux défis, notamment suite à l'effondrement quasi total du marché de la microfinance dans l'Etat de l'Andra Pradesh en Inde, avec des dérives rapportées par les médias, et qui ont porté gravement atteinte à la réputation de toute la microfinance en Inde et au-delà. L'ambition de la microfinance est en effet depuis l'origine de concilier un modèle économique d'entreprise avec une mission sociale au service des pauvres. Le risque existe que l'effort patient de construction d'institutions de microfinance responsables, jouant un rôle irremplaçable dans les services financiers et non financiers aux populations les plus démunies, soit ruiné par quelques institutions séduites par la seule recherche du profit. Dans ce contexte, la Fondation s'est engagée activement durant l'année dans les diverses initiatives du secteur pour promouvoir une microfinance responsable.

- La Fondation joue un rôle actif au sein de la Plateforme Européenne de Microfinance (e-MFP), basée au Luxembourg et regroupant la plupart des organisations européennes impliquées dans la microfinance dans le Sud. En partenariat avec la Plateforme, la Fondation a notamment organisé à Paris, le 14 juin 2011, une rencontre avec les principaux investisseurs européens, qui interviennent auprès d'IMF relativement petites (niveaux 2 – 3), pour améliorer la coordination entre ces investisseurs et leur appui à ce type d'institution.

- Soucieuse des enjeux de transparence au sein des IMF, la Fondation a soutenu Microfinance Transparency qui milite pour une tarification équitable et transparente dans la microfinance, en organisant un séminaire sur la transparence des prix en Afrique de l'Ouest à Dakar en mars 2011.

- La Fondation s'est aussi fortement mobilisée dans le cadre de la Campagne pour le Sommet Mondial du Microcrédit, qui s'est tenu à Valladolid en novembre 2011 et durant laquelle elle est intervenue dans quatre sessions.

- La Fondation s'est fortement impliquée toute l'année dans Convergences 2015, plateforme d'échanges et de réflexion qui réunit les grands acteurs français impliqués dans le développement de la microfinance et du Social Business comme instruments de lutte contre la pauvreté dans les pays du Sud et contre la précarité et l'exclusion dans les pays du Nord. Dans ce cadre, la Fondation a suscité «L'Appel de Paris pour une microfinance responsable», signé par de nombreuses organisations et des hautes personnalités (www.appeldeparis.org). Cet appel est une réponse à la commercialisation excessive de

la microfinance et aux dérives qu'elle a entraînées, en réaffirmant le rôle de la microfinance comme outil au service du développement et de l'inclusion financière et en proposant de faire converger les initiatives d'autorégulation et de réglementations vers un socle de principes et de règles permettant de qualifier une microfinance responsable et de restaurer la confiance du public.

- La Fondation a été invitée par la Banque de France dans le colloque sur la microfinance qu'elle a organisée au Sénat, à Paris, le 8 juillet 2011, dans le cadre de la Présidence française du G20.

“For a responsible microfinance”

The year 2011 was a difficult year for the microfinance sector, which faced many challenges, particularly following the virtual collapse of the microfinance market in the state of Andhra Pradesh in India, with excesses reported by the media that seriously tarnished the reputation of the microfinance sector in India and beyond. Indeed, from the beginning, the goal of microfinance has been to conciliate a business economic model with a social mission to serve the poor. There is a risk that the patient effort to build responsible microfinance institutions, playing an irreplaceable role in the provision of financial and nonfinancial services to the poorest, has been ruined by a few institutions seduced by the mere pursuit of profit. In this context, the Foundation has been actively engaged during the year in the various sector initiatives to promote responsible microfinance.

- The Foundation plays an active role within the European Platform for Microfinance (e-MFP), which is based in Luxembourg and includes most European organizations involved in microfinance in the South. In partnership with the Platform, the Foundation organized on 14 June 2011 a meeting in Paris with the main European investors, who work with relatively small MFIs (tier 2 and tier three), to improve coordination between these investors and this type of microfinance institution.
- Concerned about issues of transparency in MFIs, the Foundation supported the Microfinance Transparency campaign for a fair and transparent pricing in microfinance by organizing a seminar on price transparency in West Africa, in Dakar in March 2011.

- The Foundation was also heavily mobilized as part of the Campaign for the Microcredit World Summit, which was held in Valladolid in November 2011 and where it spoke at four sessions.

- The Foundation was heavily involved throughout the year in Convergences 2015, an exchange and reflection platform that brings together major French players involved in the development of microfinance and Social Business as instruments for fighting poverty in the South, and precariousness and exclusion in the North. In this context, the Foundation sparked off “The Paris Appeal for Responsible Microfinance” signed by many organisations and VIPs (www.appeldeparis.org). This appeal is a response to the excessive commercialization of microfinance

and the aberrations resulting from it. It reaffirms the role of microfinance as a tool for development and financial inclusion, and proposes favouring the convergence of self-regulation and regulation initiatives with a common core of principles and rules for classifying responsible microfinance and restoring public confidence.

- The Foundation was invited by the Bank of France to the symposium on Microfinance it organised in the Senate, in Paris, on 8 July 2011, within the framework of the French Presidency of the G20.

Gestion de la performance sociale Social Performance Management

Au-delà de son rôle de plaidoyer, la Fondation a poursuivi, en 2011, la mise en œuvre de sa stratégie de gestion de la performance sociale et a confirmé sa forte implication pour apporter une contribution utile au développement d'outils et de processus adaptés.

I. Fondation Grameen Crédit Agricole et CERISE : Une relation fructueuse

Depuis Avril 2009, et pour la deuxième année consécutive, la Fondation a poursuivi la mise en œuvre d'une utilisation systématique des SPI (Social Performance Indicators - Indicateurs de Performance Sociale) sur son portefeuille de sociétés partenaires.

Ce travail a été complété par la finalisation des rapports SPI avec 12 de ses partenaires. Un Rapport sur la performance sociale est rédigé pour chacun de ces partenaires. Par conséquent, les IMF sont en mesure d'utiliser les résultats du questionnaire pour évaluer leur performance en comparaison avec le pays ou les institutions comparables sur le marché, et peuvent aussi intégrer la base de données des institutions de CERISE.

En 2011, la Fondation s'est également vu octroyer par CERISE la certification SPI, ce qui vient renforcer la valeur ajoutée potentielle que représente, pour nos partenaires, de travailler avec cet outil d'audit complet.

II. Un investisseur socialement responsable

La Fondation est un partenaire actif au sein de la Social Performance Task Force (SPTF), où elle participe avec le Groupe de travail des investisseurs sociaux (Social Investor Working Group) à l'harmonisation de la mesure de la performance sociale durant le processus de due diligence. L'objectif principal de ce groupe de travail est de faciliter et d'optimiser la charge de travail demandé aux IMF pour l'évaluation de leur performance sociale, et donc d'améliorer leur adhésion au processus et l'efficacité de l'utilisation des résultats.

III. Performance sociale et Social Business

Un nouveau chapitre a été ouvert avec le début de la recherche pour l'introduction d'un outil qui permettra de définir et d'évaluer la Performance Sociale pour nos investissements de Social Business.

L'importance d'une telle mesure est double :

- Les outils de performance sociale sont la seule façon de mesurer le rendement social pour les investisseurs qui ont pour stratégie de maximiser l'impact social de leur investissement.
- Jusqu'à présent, il n'y avait pas de processus standard ou d'outils pour mesurer la performance sociale dans les nombreux domaines d'activité abordés par les entreprises de Social Business.

La méthodologie adoptée par la Fondation est définie dans une « Charte du Social Business », développée dès le début en étroite collaboration avec nos partenaires, et qui sera incluse dans leur Convention d'actionnaires. La Charte du Social Business de la Fondation Grameen Crédit Agricole définit 5 à 6 principes de Social Business qui reflètent la définition du Social Business du Pr. Yunus, et qui sont donc communs à toutes les entreprises de Social Business.

Chaque « Principe de Social Business » est ensuite décliné en une série d'engagements spécifiques au secteur d'activité, ce qui permet à la Fondation, en coopération avec ses partenaires, de définir des objectifs qui peuvent être suivis et évalués dans le temps, par l'entreprise de Social Business elle-même, mais aussi par tout futur investisseur et partenaire financier.

Les « engagements » sont ensuite complétés par un nombre « d'indicateurs » concrets. En ligne avec notre vision et notre stratégie pour inclure, autant que possible, une bonne connaissance et expérience du marché, nous optons systématiquement pour l'utilisation d'un ensemble d'indicateurs sur la base d'IRIS (Impact Reporting and Investment Standards). Ce processus a été introduit dans notre portefeuille de Social Business en 2011 et sera encore testé et affiné au cours de la prochaine année, en préparation du lancement prévu d'un Fonds de Social Business.



Over and above its advocacy role, in 2011 the Foundation continued implementing its strategy of Social Performance management and confirmed its strong involvement in bringing a useful contribution to the development of well-adapted tools and processes.

I. GCAMF and CERISE: A fruitful relationship

Since April 2009, and for the second consecutive year, the Foundation has continued to implement the systematic use of SPI (Social Performance Indicators) on its portfolio of investees.

This work has been completed by finalizing the SPI reports with 12 of its partners. A Social Performance Report is written for each of these partners. As a result, MFIs are able to use the results of the questionnaire to assess their performance in comparison with country or market peer institutions. It also allows them to be introduced into the CERISE peer group data base.

2011 also saw the Foundation validated by CERISE for SPI Certification, further enhancing the potential added value for our partners in working with this comprehensive audit tool.

II. A socially responsible investor

The Foundation is an active partner within the Social Performance Task Force (SPTF), where it participates in the Social Investor Working Group on harmonizing SP measurement during the due diligence process. The main objective of this group is to facilitate and optimize the work load requested from MFIs for assessment of their SP, and therefore improve their adherence to the process and efficiency of the use of its results.

III. Social Performance and Social Business

A new chapter was opened by initiating our research into the introduction of tool to define, measure and monitor Social Performance for our Social Business investments.

The importance of such a measure is twofold:

- SP tools are the only way to measure the social return for investors who have accepted to define return on investment as a strategy of maximizing impact.
- Up to now, there have been no standard processes or tools to measure Social performance across the wide areas of activity that Social Businesses encompasses.

The methodology adopted by the Foundation is to define a "Social Business Charter", developed from the beginning in close cooperation with our potential partners, and to include it in their Shareholder Agreement. The GCAMF Social Business Charter defines 5 or 6 "SB Principles", reflecting Pr. Yunus' definition of Social Business, and therefore common to every Social Business.

Each "SB Principle" is then broken down into a series of industry-specific "Engagements", allowing the Foundation, in cooperation with its potential partners, to define goals that can be followed and monitored over time – by the business itself to start with, but also by any future investor and financial partner.

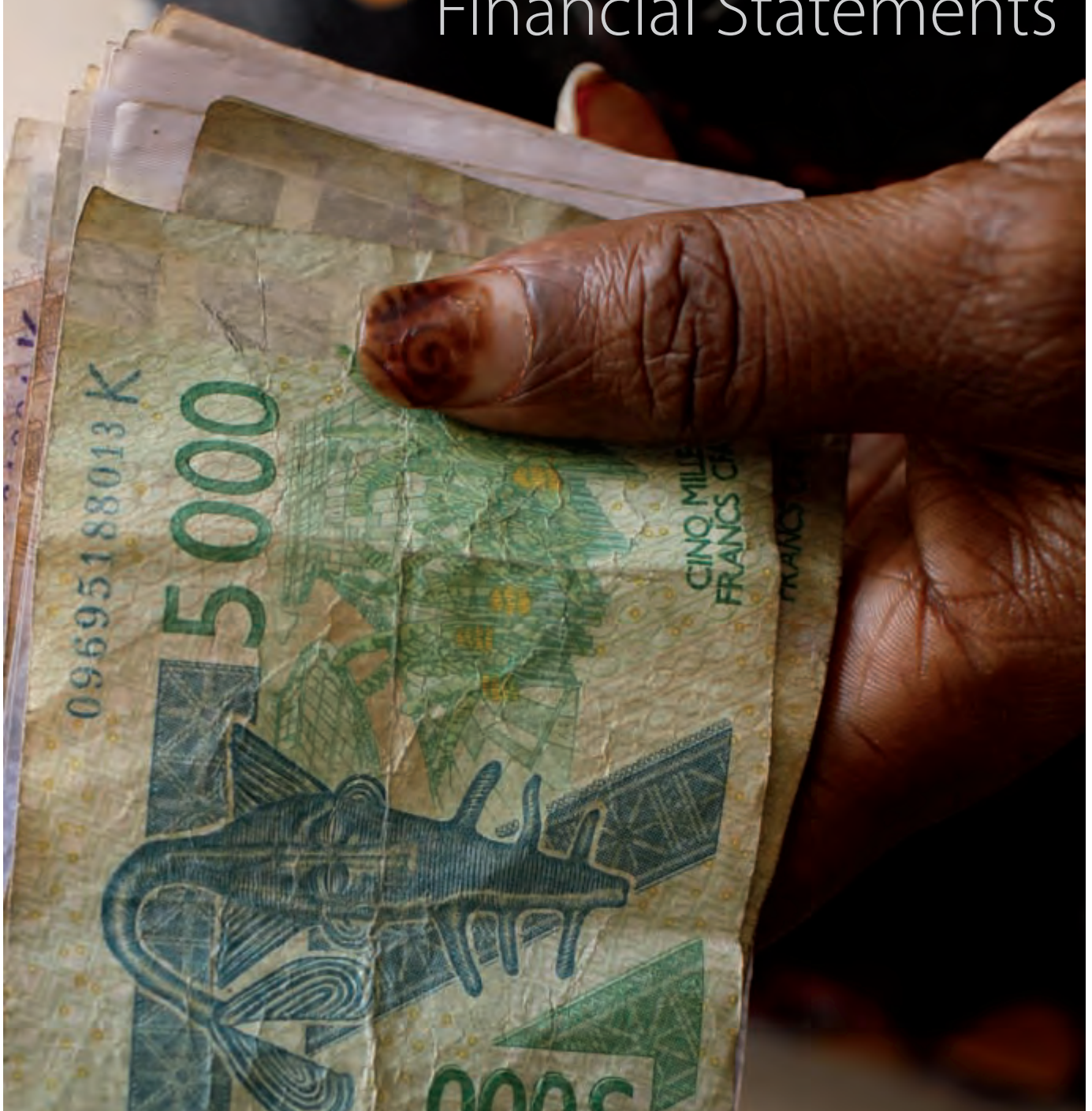
The "Engagements" are then completed by a number of concrete "Indicators". In line with our view and strategy of including - to the greatest possible extent - existing market intelligence and experience, we systematically opt for the use of an IRIS-based set of indicators (Impact Reporting and Investment Standards). This process was introduced into our Social Business portfolio in 2011 and will be further tested and fine-tuned in the coming year, in preparation for the expected launch of a Social Business Fund.





Etats Financiers

Financial Statements



Rapport du Réviseur d'entreprises

Report of the Réviseur d'entreprises

Report on the annual accounts

Following our appointment by the Board of Directors on 4 March 2011, we have audited the accompanying annual accounts of GRAMEEN CREDIT AGRICOLE MICROFINANCE FOUNDATION, which comprise the balance sheet as at 31 December 2011 and the profit and loss account for the year ended 31 December 2011, together with a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

Responsibility of the Board of Directors for the annual accounts

The Board of Directors is responsible for the preparation and fair presentation of the annual accounts in accordance with the legal and regulatory requirements of Luxembourg relating to the preparation of the annual accounts, and for such internal control as the Board of Directors determines is necessary to enable the preparation of annual accounts that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Responsibility of the réviseur d'entreprises agréé

Our responsibility is to express an opinion on these annual accounts based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing as adopted for Luxembourg by the Commission de Surveillance du Secteur Financier. These standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit so as to obtain reasonable assurance that the annual accounts are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence relating to the amounts and disclosures in the annual accounts. The procedures selected depend on the réviseur d'entreprises agréé's judgement, including the assessment of the risks of material misstatement of the annual accounts, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the réviseur d'entreprises agréé considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the annual accounts in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by the Board of Directors, as well as evaluating the overall presentation of the annual accounts.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

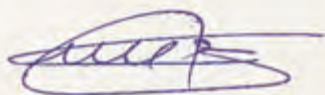
Opinion

In our opinion, the annual accounts give a true and fair view of the financial position of GRAMEEN CREDIT AGRICOLE MICROFINANCE FOUNDATION as of 31 December 2011, and of the results of its operations for the year ended 31 December 2011 in accordance with the legal and regulatory requirements of Luxembourg relating to the preparation of the annual accounts.

Report on other legal and regulatory requirements

The management report, which is the responsibility of the Board of Directors, is consistent with the annual accounts.

For Deloitte Audit, Cabinet de révision agréé:



Philippe Lenges, Réviseur d'entreprises agréé
Partner

5 March 2012

Bilan / Balance Sheet

Au 31 décembre 2011 (exprimé en euros)/ As at December 31, 2011

Actif / Assets

	Note	2010	2011
Actifs immobilisés / Fixed assets		49 820 797	50 114 750
Actifs financiers / Financial assets	3		
Prêts / Loans	3.1	8 150 238	11 465 717
BMTN / Bonds	3.2	28 740 000	26 000 000
Dépôts à terme / Deposits	3.3	10 650 000	10 213 659
Prises de participation / Equities	3.4	2 280 559	2 273 778
Créances à recouvrer / Debts receivable	3.5		161 596
Actifs circulants / Current assets		1 457 635	1 016 280
Créances / Debtors	4	1 094 495	981 197
Avoirs en banque et caisse / Cash at bank and in hand	5	363 140	35 083
Charges payées d'avance / Prepaid expenses		-	2 857
TOTAL ACTIF / TOTAL ASSETS		51 278 432	51 133 887

Passif / Liabilities

	Note	2010	2011
Dons et résultat / Grants and result	6	50 860 190	50 688 199
Dons initiaux / Initial grants		50 001 000	50 001 000
Report à nouveau / Surplus carried forward		1 226 782	859 190
Résultat de l'exercice / Result of the financial period		- 367 592	- 171 991
Provisions pour risques et charges / Provisions for liabilities and charges		92 707	117 157
Autres provisions / Other provisions	7	92 707	117 157
Dettes / Creditors		318 726	328 531
Dettes fiscales et dettes au titre de la sécurité sociale / Tax and social security debts		117 674	186 790
Autres dettes / Other debts	8	201 052	141 741
Produits à recevoir / Deferred income		6 809	-
TOTAL PASSIF / TOTAL LIABILITIES AND EQUITY		51 278 432	51 133 887

Compte de résultat / Profit and Loss account

Charges / Charges	Note	2010	2011
Charges de personnel / Staff costs	9	412 877	601 078
Ajustements de valeur / Value adjustments	2 - 3.1	385 876	385 914
Autres charges externes / Other external charges	10	1 412 824	1 276 669
Charges financières / Financial charges		3 207	42 554
Total charges / Total charges		2 214 784	2 306 215

Produits / Income	Note	2010	2011
Produits provenant d'autres valeurs mobilières et de prêts faisant partie des actifs financiers / Income from other transferable securities and from loan forming part of the financial assets	3.1 - 3.2 - 11	1 614 651	1 875 046
Autres produits financiers / Other financial income	12	232 541	259 178
Total produits / Total income		1 847 192	2 134 224
Résultat de l'exercice / Net income for the financial period		- 367 592	- 171 991

Notes aux comptes

Note 01. PRESENTATION GENERALE

La Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation (la "Fondation") a été créée le 24 Septembre 2008 après approbation par les autorités compétentes du Luxembourg.

La Fondation a son siège au 5 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg. Elle est régie par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif. Elle est placée sous le contrôle du Ministère de la Justice du Grand-duché de Luxembourg.

La Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation, fondée par Grameen Trust et Crédit Agricole SA, a été dotée de 50 001 000 euros (50 000 000 euros provenant de Crédit Agricole SA et 1 000 euros provenant de Grameen Trust), dans l'objectif de lutter contre la pauvreté et l'exclusion financière dans les pays émergents, en appuyant le développement des Institutions de Microfinance (IMF) et en soutenant les projets de Social Business.

La Fondation a pour objet de fournir un appui financier aux IMF par des prêts, des garanties ou des prises de participation, et de leur offrir une assistance technique adaptée à leur stade de développement, en se concentrant sur celles qui encouragent l'agriculture et les activités rurales.

La Fondation souhaite être active principalement dans les trois régions suivantes :

- Afrique subsaharienne,
- Afrique du Nord et Moyen Orient,
- Asie du Sud et du Sud-Est.

L'exercice financier de la Fondation commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. Exceptionnellement, le premier exercice a débuté le 24 septembre 2008 et a pris fin le 31 décembre 2009.

A la date du présent rapport, la Fondation offre des prêts en EUR, USD, XOF, KHR, IDR, THB, AZN, PHP, KES et TJS selon la zone monétaire de l'institution partenaire et se fixe pour objectif de proposer des prêts dans d'autres devises (sous la condition de pouvoir se couvrir grâce à des opérations de swaps de devises et de taux d'intérêt avec des tiers).

La Fondation est dirigée par un Conseil d'Administration et les deux comités spécialisés qui sont composés de membres du Conseil d'Administration :

- Le Comité de Projets qui a pour vocation de statuer sur les propositions de financement des IMF et de projets Social Business soumis par le Délégué général, dans les limites décidées par le Conseil d'administration,
- Le Comité d'éthique qui a pour mission de veiller au respect de la déontologie et à la conformité de la Fondation à son mandat social.

Un Délégué Général a été nommé et a reçu toutes les délégations de pouvoir nécessaires à la gestion courante et au fonctionnement de la Fondation.

Les statuts de la Fondation ont été publiés au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations le 30 octobre 2008. La Fondation est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro R.C.S. Luxembourg G 194.

Note 02. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Principes généraux

Les comptes annuels ont été élaborés selon les lois et règlements en vigueur dans le Grand-duché du Luxembourg. Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

2.1. Actifs financiers

Les actifs financiers sont enregistrés à leur coût d'acquisition. En cas de baisse permanente de la valeur des actifs financiers, il est procédé à un ajustement de valeur.

2.2. Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale, ajustées, le cas échéant, des montants non recouvrables. Ces ajustements de valeur sont établis selon l'appréciation de la direction.

2.3. Provisions pour risques et charges

Des provisions pour couvrir les risques et charges prévisibles sont constituées à la fin de chaque exercice. Les provisions effectuées au cours des années précédentes sont régulièrement examinées et peuvent être reprises en compte de résultat.

2.4. Passifs

Les dettes sont enregistrées à leur valeur de remboursement, après prise en compte du total des tirages et montants remboursés.

2.5. Produits d'intérêts

Les produits d'intérêts sont constatés prorata temporis. Ils comprennent les produits d'intérêts sur la trésorerie et équivalents et sur les titres de créances.

2.6. Conversion de devises étrangères

La Fondation produit ses comptes en EUR. Le bilan et le compte de résultat sont exprimés dans cette monnaie. Les montants libellés en devises étrangères sont convertis en EUR comme suit :

- tous les actifs, autres que les actifs financiers, sont enregistrés à leur plus faible contre-valeur en EUR, après conversion soit au taux historique soit au taux en vigueur à la clôture de l'exercice. Les actifs financiers sont convertis en EUR au taux historique,
- tous les passifs sont enregistrés à leur plus forte contre-valeur en EUR, après conversion soit au taux historique, soit au taux en vigueur à la clôture de l'exercice,
- les produits et charges libellés en devises étrangères sont convertis en EUR au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

En conséquence, seuls les gains et les pertes de change réalisés, ainsi que les pertes de change latentes sont reflétés dans le compte de résultat.

2.7. Swaps croisés de devises et de taux

Les prêts IMF libellés en devises autres que l'EUR ou le XOF sont couverts par des accords de swaps croisés de devises et de taux, puis enregistrés au cours de change de l'euro convenu.

Note 03. ACTIFS FINANCIERS IMMOBILISES

Les actifs financiers détenus par la Fondation au 31 décembre 2011 peuvent être ventilés comme suit.

3.1. Prêts

Les prêts suivants ont été accordés à des Institutions de Microfinance.

N°	Nom de l'IMF	Montant accordé	Montant (EUR)	Montant résiduel après remboursement en capital (EUR)	Date de tirage	Taux d'intérêt (%) en devise locale	Intérêts reçus ⁰ (EUR)	Intérêts courus (EUR)	Total (EUR)
1	Kreditimi Rural I Kosoves LLC	EUR 1 000 000	1 000 000	2 000 000	13.03.09	7,50	119 583	32 500	152 083
	Kreditimi Rural I Kosoves LLC	EUR 1 000 000	1 000 000		15.04.09	7,50			
2	Kenya Women Finance Trust	USD 2 000 000	1 434 720	573 888	22.06.09	7,50	55 303	8 940	64 244
	Kenya Women Finance Trust	KES 216 303 700	2 000 000	1 846 200	20.01.11	12,83	88 991	24 457	113 448
3	Miselini ¹	XOF 400 000 000	609 796	306 298	22.07.09	8,00	13 005	-	32 910
4	Soro Yiriwaso	XOF 300 000 000	457 347	-	31.07.09	8,00	26 492	-	26 492
	Soro Yiriwaso	XOF 300 000 000	457 347		05.11.09				
	Soro Yiriwaso	XOF 330 000 000	503 082	251 541	02.11.10	8,00	32 086	4 360	36 445
5	Sero Lease & Finance Limited ²	USD 500 000	348 967	348 967	31.08.09	8,00	-	-	-
6	Hattha Kaksekar Ltd Company	USD 500 000	338 754	719 835	06.11.09	8,50	95 870	13 028	108 897
	Hattha Kaksekar Ltd Company	USD 1 500 000	1 100 917		05.03.10	8,50			
7	Caurie Microfinance	XOF 328 000 000	500 033	166 677	14.12.09	7,50	23 543	2 709	26 252
8	Thaneakea Phum Cambodia	THB 30 000 000	740 924	592 739	19.11.10	8,10	44 715	9 722	54 436
	Thaneakea Phum Cambodia	THB 20 000 000	462 984	462 984	26.08.11	9,00	4 405	6 871	11 276
9	Koperasi Mitra Dhu'Afa	IDR 6 000 000 000	498 502	398 802	26.11.10	10,70	29 846	6 489	36 335
10	Chamroeun Microfinance Ltd	KHR 585 200 000	100 000	80 000	02.11.10	12,00	5 214	1 134	6 347
	Chamroeun Microfinance Ltd	KHR 2 000 000 000	346 380	346 380	03.06.11	12,00	9 141	5 321	14 462
11	Mec Feptides	XOF 100 000 000	152 449	101 633	30.09.10	8,00	9 723	1 762	11 484
12	Moris Rasik	USD 500 000	365 177	292 141	02.02.11	8,00	22 556	5 520	28 075
13	Azeri Star Microfinance LLC	AZN 400 000	369 788	295 831	22.02.11	11,40	18 104	4 807	22 911
14	Viator Mikrokredit Azerbaijan LLC	AZN 600 000	543 134	434 507	16.03.11	11,40	24 102	7 061	31 162
15	Mitra Bisnis Keluarga	IDR 10 042 296 000	800 000	666 667	15.04.11	10,68	28 467	10 111	38 578
16	Gata Daku Multi-Purpose Cooperative	PHP 23 000 000	372 416	372 416	01.06.11	7,40	10 552	6 052	16 604
17	Ahon Sa Hirap Inc	PHP 30 000 000	473 138	473 138	10.06.11	6,70	11 701	7 186	18 887
18	Finance for Development	AZN 500 000	445 236	445 236	22.06.11	11,56	10 667	7 235	17 902
19	IMF Hekima	USD 340 000	238 848	238 848	28.06.11	6,40	5 532	3 752	9 284
20	Tuba Rai Metin	USD 300 000	227 273	227 273	15.12.11	8,00	-	821	821
21	Arvand LLC	TJS 3 000 000	478 981	478 981	22.12.11	18,00	-	815	815
Total			15 366 193	12 120 982 ³			689 596	170 653	880 153

Les prêts en USD, KHR, THB, IDR, AZN, PHP, KES et TJS sont couverts par des swaps croisés de devises et de taux

N°	Nom de l'IMF	Provision au 01.01.2011	Nouvelles provisions	Contrepassations	Provisions au 31.12.2011
1	Miselini ¹	-	326 202	-	326 202
2	Sero Lease & Finance Limited ²	354 638	-	-	354 637
		354 638	326 202		680 840

0. Pour les prêts couverts par des swaps croisés de devises et de taux (CCIRS), les marges relatives aux CCIRS sont incluses dans les intérêts reçus et/ou intérêts courus.

1. Compte tenu du risque de défaut de paiement, le prêt et les intérêts courus de Miselini ont été entièrement dépréciés. Le montant de la dépréciation s'élève à 306 298 EUR pour le prêt et à 19 904 EUR pour les intérêts courus. Cette dépréciation est enregistrée dans le compte "Ajustements de valeur sur les actifs financiers immobilisés".

2. Compte tenu du risque de défaut de paiement, le prêt et les intérêts courus de Sero Lease & Finance Limited ont été entièrement dépréciés. Le montant de la dépréciation s'élève à 348 967 EUR pour le prêt (enregistrée en 2010 dans le compte "Ajustements de valeur sur les actifs financiers immobilisés") et à 5 671 EUR pour les intérêts courus. Cette dépréciation est enregistrée dans le compte "Ajustements de valeur sur les actifs financiers immobilisés".

3. Vu la dépréciation du capital résiduel des prêts de Sero Lease & Finance Limited et Miselini, le montant résiduel après remboursement s'élève à EUR 11 465 717.

3.2. Obligations

3.2.1. Bons à moyen terme négociables

Au 31 décembre 2011, la Fondation a souscrit à des BMTN du Crédit Agricole S.A..

N°	Montant (EUR)	Montant résiduel après remboursement (EUR)	Date valeur	Date d'échéance	Taux	Intérêts à la date d'échéance (EUR)	Intérêts reçus (EUR)	Intérêts courus (EUR)	Total (EUR)
1	5 740 000	-	24.03.09	19.02.11	3,11%	340 888	23 965	-	23 965
2	5 000 000	-	24.03.09	19.06.11	3,29%	368 210	76 166	-	76 166
3	6 000 000	6 000 000	24.03.09	19.01.12	3,57%	605 042	10 563	203 637	214 200
4	6 000 000	6 000 000	24.03.09	19.06.12	3,74%	727 302	103 900	120 500	224 400
5	6 000 000	6 000 000	24.03.09	19.01.13	3,92%	900 204	11 599	223 601	235 200
6	3 000 000	3 000 000	25.10.11	26.10.15	3,83%	460 230	-	21 406	21 406
Total	31 740 000	21 000 000				3 401 876	226 193	569 144	795 337

3.2.2. Euro Medium Term Notes (Titres de créance à moyen terme)

Au 31 décembre 2011, la Fondation a souscrit aux EMTN émis par Crédit Agricole Corporate & Investment Bank suivants.

N°	Montant (EUR)	Montant résiduel après remboursement (EUR)	Date valeur	Date d'échéance	Taux	Intérêts à la date d'échéance (EUR)	Intérêts reçus (EUR)	Intérêts courus (EUR)	Total (EUR)
1	5 000 000	-	04.03.11	04.03.15	3,62%	724 496	-	150 255	150 255

3.3. Placements en dépôts à terme

N°	Montant (EUR)	Période de dépôt	Nombre de jours	Taux %	Montant total des intérêts à recevoir (EUR)	Intérêts à recevoir à la date de clôture (EUR)
1	3 000 000	08.06.10 – 09.06.14	1,462	2,375	289 354	40 771
2	500 000	21.10.11 – 23.01.12	94	1,45	1 893	1 430
3	1 250 000	22.12.11 – 05.01.12	14	0,92	447	288
4	300 000	22.12.11 – 23.01.12	32	1,03	275	77
5	3 450 000	06.11.09 – 06.11.13	1,461	3,05	440 551	230 497
6	1 500 000	24.10.11 – 24.10.15	1,459	3,78	239 987	10 534
Total	10 000 000					283 597 ¹

¹ Au 31 décembre 2011, un montant de EUR 213 659 a été capitalisé.

3.4. Participations en capital

Au 31 décembre 2011, la Fondation détient les participations en capital suivantes.

Nom	Coût d'acquisition en devise		Coût d'acquisition (EUR)		Ajustement de valeur au 31 décembre 2011		Valeur au 31 décembre 2011	
Laiterie du Berger	XOF	200 000 000	EUR	304 898		-	EUR	304 898
Babyloan	-		EUR	155 890		-	EUR	155 890
TCX	USD	2 395 146	EUR	1 869 751	EUR	(56 761)	EUR	1 812 990
Total			EUR	2 330 539	EUR	(56 761)	EUR	2 273 778

3.5. Créances à recouvrer

Conformément au protocole d'accord conclu le 03 février 2010, la Fondation, en sa qualité d'actionnaire de la société mentionnée ci-dessous, a accepté d'avancer les liquidités en compte courant suivantes.

	Nom	Montant (en devise)	Montant (EUR)	Date valeur	Taux %	Total des intérêts déjà reçus (EUR)	Intérêts à recevoir à la date de clôture (EUR)
1	La Laiterie du Berger	XOF 43 000 000	EUR 65 553	15.02.11	6	EUR 2 942	EUR 507
2	La Laiterie du Berger	XOF 63 000 000	EUR 96 043	10.06.11	6	EUR 2 889	EUR 347
Total		XOF 106 000 000	EUR 161 596			EUR 5 831	EUR 854

Note 04. AUTRES CREANCES

Le compte des autres créances, dont le montant s'élève à 981 197 EUR, est principalement composé d'intérêts courus d'un montant de 960 842 EUR et de récupérations de TVA pour un montant de 20 355 EUR.

Note 05. AVOIRS EN BANQUE ET EN CAISSE

Au 31 décembre 2011, la Fondation détient 35 083 EUR d'avoirs en banque et en caisse.

Note 06. DONS ET RESULTAT

Ce montant comprend les dons initiaux reçus par la Fondation de Crédit Agricole S.A. et de Grameen Trust (soit 50 001 000 EUR), le résultat de l'exercice financier (soit EUR (171 992)) et le report à nouveau (soit EUR 859 190).

Note 07. PROVISIONS

Les provisions pour risques et charges comprennent une provision générale ex ante destinée à couvrir d'éventuelles pertes issues de l'activité. Cette provision (d'un montant de 117 157 EUR) est calculée par application d'un taux de 1% au montant total d'encours de prêts et de garanties.

Note 08. AUTRES DETTES

Au 31 décembre 2011, les autres dettes se répartissent comme suit:

Frais de domiciliation	EUR	1 150
Frais de garde	EUR	9 100
Frais de comptabilité	EUR	13 800
Déclaration fiscale	EUR	8 855
Frais d'audit	EUR	4 140
Autres	EUR	1 947
Provisions pour charges salariales relatives au personnel mis à disposition	EUR	102 749
TOTAL	EUR	141 741

Ces montants sont dus à un an ou moins

Note 09. CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel comprennent les salaires d'un montant de 382 544 EUR, les provisions pour congés payés pour 17 511 EUR, les primes pour 31 137 EUR, les indemnités de transport de 3 779 EUR, les frais de médecine du travail pour 998,09 EUR et les charges sociales pour 165 109 EUR.

Note 10. AUTRES CHARGES EXTERNES

Au 31 décembre 2011, les autres charges externes se répartissent comme suit:

Honoraires	EUR	136 177
Services financiers	EUR	44 905
Location immobilière	EUR	185 027
Voyages et déplacements d'affaires	EUR	260 264
Personnel mis à disposition de la Fondation	EUR	357 893
Autres charges	EUR	292 403
TOTAL	EUR	1 276 669

Note 11. REVENUS PROVENANT D'AUTRES VALEURS MOBILIERES ET DE PRETS FAISANT PARTIE DES ACTIFS IMMOBILISES

Au 31 décembre 2011, les produits provenant d'autres valeurs mobilières et de prêts faisant partie des actifs immobilisés se répartissent comme suit:

Produits d'intérêts sur les prêts	EUR	880 153
Produits d'intérêts sur les titres	EUR	945 591
Produits des commissions de mise en place sur les prêts	EUR	42 617
Produits dérivant des créances à recouvrer	EUR	6 685
TOTAL	EUR	1 875 046

Note 12. AUTRES PRODUITS FINANCIERS

Au 31 décembre 2011, les autres produits financiers se répartissent comme suit:

Intérêts reçus	EUR	11 720
Intérêts reçus / dépôt à terme	EUR	217 951
Gains de change	EUR	66
Dons reçus pour la mise en place d'assistance technique	EUR	4 760
Commission de garantie reçue de la Lead Foundation	EUR	16 655
Commission de garantie reçue de Firaisim-Oaritry Ny Tiavo	EUR	3 032
Autres produits	EUR	4 994
TOTAL	EUR	259 178

Note 13. HORS BILAN

Au 31 décembre 2011, un contrat de prêt a été conclu avec LLC Microlending Organization Humo pour un montant de TJS 3 000 000 (486 300 EUR), qui n'a pas encore été tiré. En outre, une participation a été conclue avec Grameen Danone Foods pour un montant de BDT 22 500 000 (211 788 EUR). La souscription n'a pas été déboursée au 31 décembre 2011.

Enfin, la Fondation a fourni à la banque BNI Madagascar une garantie de prêt pour Firaisim-Oaritry NY Tiavo (une Institution de Microfinance établie à Madagascar) pour un montant de 250 000 EUR.

Note 14. SWAPS CROISES DE DEVISES ET DE TAUX

Au 31 décembre 2011, la Fondation a conclu des accords de swaps croisés de devises et de taux afin de couvrir son exposition aux risques de change et de taux sur les intérêts des prêts.

Les contrats de swap en cours sont les suivants:

Contrat	Montant nominal	Devise	Date d'échéance	Contrepartie
Cross-Currency Interest Rate Swap	2 000 000	USD	15.10.2012	CACIB
	500 000	USD	16.04.2012	CACIB
	1 500 000	USD	16.04.2012	CACIB
	585 200 000	KHR	15.10.2013	TCX
	6 000 000 000	IDR	16.10.2013	TCX
	30 000 000	THB	15.10.2013	TCX
	2 000 000 000	KHR	15.04.2014	TCX
	400 000	AZN	15.10.2013	TCX
	10 042 296 000	IDR	15.04.2014	TCX
	30 000 000	THB	15.10.2013	TCX
	20 000 000	THB	15.10.2014	TCX
	600 000	AZN	15.10.2013	TCX
	23 000 000	PHP	15.04.2014	TCX
	30 000 000	PHP	15.04.2014	TCX
	500 000	AZN	15.04.2014	TCX
	500 000	USD	15.10.2013	CACIB
	340 000	USD	15.04.2014	CACIB
	300 000	USD	15.10.2014	CACIB
	3 000 000	TJS	15.10.2015	TCX
	216 303 700	KES	16.10.2017	TCX

Notes to the Financial Statements

Note 01. GENERAL

Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation (the "Foundation") was created on 24 September 2008 when it was approved by the relevant authorities of Luxembourg.

The registered office of the Foundation is located at 5 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg. The Foundation was created under the modified Law of 21 April 1928 on associations and non-profit foundations. It is placed under scrutiny from the Justice Ministry of the Grand Duchy of Luxembourg.

Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation, founded by Grameen Trust and Crédit Agricole SA, was granted €50,001,000 (€50,000,000 from Crédit Agricole SA and €1,000 from Grameen Trust) with the objective of fighting poverty and financial exclusion in emerging countries by supporting the development of MicroFinance Institutions (MFIs) and by assisting Social Business projects.

The Foundation aims to provide financial support to MFIs through loans, guarantees or equity, and to offer technical assistance adapted to their stage of development, focusing on MFIs encouraging agriculture and rural activities.

The Foundation intends to be active mainly in the following three regions:

- Sub-Saharan Africa
- The Middle East and North Africa
- South and South-East Asia

The Foundation's financial year starts on 1 January and ends on 31 December of each calendar year. The first financial period started on 24 September 2008 and ended on 31 December 2009.

At the time of this report, the Foundation offers loans in EUR, USD, XOF, KHR, IDR, THB, AZN, PHP, KES and TJS depending on the currency area of the partner institution, and retains the objective of offering loans in any other currency (subject to hedging through currency and interest rate swap transactions with third parties).

The Foundation is managed by the Board of Directors and the two specialized committees that have been created with some members of the Board of Directors:

- The Projects Committee, which makes decisions on the MFI and Social Business financing deals proposed by the Managing Director, within the limits decided by the Board of Directors;
- The Ethics Committee, which ensures that the deontology and conformity of the Foundation's social mandate are adhered to.

A Managing Director has been appointed and has a delegation of powers for the day-to-day management and running of the Foundation.

The articles of incorporation were published in the Memorial, Recueil des Sociétés et Associations on 30 October 2008. The Foundation is inscribed on the Luxembourg Trade Register under the number R.C.S. Luxembourg G 194.

Note 02. ACCOUNTING POLICIES

General principles

The annual accounts have been prepared in accordance with the laws and regulations in force in the Grand-Duchy of Luxembourg.

The significant accounting policies are as follows:

2.1. Financial assets

Financial assets are recorded at acquisition cost. Where there is a permanent diminution in value of the financial assets, a value adjustment is made accordingly.

2.2. Debtors

Debtors are stated at their nominal value reduced by appropriate value adjustments for unrecoverable amounts. These value adjustments are determined as deemed appropriate by management.

2.3. Provisions for liabilities and charges

Provisions to cover foreseeable liabilities and charges are determined at the end of each year. Provisions set up in previous years are reviewed regularly and may be written back to the Profit and Loss account.

2.4. Liabilities

Debts are stated at their reimbursement value, taking into account total drawdown and repayment amounts.

2.5. Interest income

Interest income is recognised on a time-proportionate basis. It includes interest income from cash and cash equivalents and on debt securities.

2.6. Foreign Currency Translation

The Foundation maintains its accounting records in EUR and the Balance Sheet and the Profit and Loss accounts are expressed in this currency. Balances denominated in foreign currencies are translated into EUR as follows:

- all assets, other than financial assets, are stated at the lower of their exchange value translated into EUR at historical rates and at the rate prevailing at year end. The cost of financial assets is translated into EUR at historical rates;
- all liabilities are stated at the higher of their exchange value translated into EUR at historical rates and at the rate prevailing at the year-end;
- income and charges denominated in foreign currencies are translated into EUR at the rate ruling at the transaction date.

Consequently, only realized exchange gains and losses and unrealized exchanges losses are reflected in the Profit and Loss account.

2.7. Cross-Currency interest rate swaps

MFI loans denominated in a currency other than EUR or XOF are hedged by cross-currency interest rate swap agreements and then recorded at the fixed euro rate as agreed.

Note 03. FINANCIAL FIXED ASSETS

Financial assets held by the Foundation at December 31, 2011 can be detailed as follows:

3.1. Loans

The following loans have been granted to Microfinance Institutions.

N°	MFI name	Amount granted	Amount (EUR)	Amount remaining after repayment in capital (EUR)	Drawdown date	Interest rates (%) local currency	Interest received ° (EUR)	Accrued Interest (EUR)	Total (EUR)
1	Kreditimi Rural I Kosoves LLC	EUR	1 000 000	1 000 000	13.03.09	7,50			
	Kreditimi Rural I Kosoves LLC	EUR	1 000 000	1 000 000	15.04.09	7,50	119 583	32 500	152 083
2	Kenya Women Finance Trust	USD	2 000 000	1 434 720	22.06.09	7,50	55 303	8 940	64 244
	Kenya Women Finance Trust	KES	216 303 700	2 000 000	20.01.11	12,83	88 991	24 457	113 448
3	Miselini ¹	XOF	400 000 000	609 796	22.07.09	8,00	13 005	-	32 910
4	Soro Yiriwaso	XOF	300 000 000	457 347	31.07.09	8,00	26 492	-	26 492
	Soro Yiriwaso	XOF	300 000 000	457 347	05.11.09	8,00	26 492	-	26 492
	Soro Yiriwaso	XOF	330 000 000	503 082	02.11.10	8,00	32 086	4 360	36 445
5	Sero Lease & Finance Limited ²	USD	500 000	348 967	31.08.09	8,00	-	-	-
6	Hattha Kaksekar Ltd Company	USD	500 000	338 754	06.11.09	8,50	95 870	13 028	108 897
	Hattha Kaksekar Ltd Company	USD	1 500 000	1 100 917	05.03.10	8,50	95 870	13 028	108 897
7	Caurie Microfinance	XOF	328 000 000	500 033	14.12.09	7,50	23 543	2 709	26 252
8	Thaneakea Phum Cambodia	THB	30 000 000	740 924	19.11.10	8,10	44 715	9 722	54 436
	Thaneakea Phum Cambodia	THB	20 000 000	462 984	26.08.11	9,00	4 405	6 871	11 276
9	Koperasi Mitra Dhu'Afa	IDR	6 000 000 000	498 502	26.11.10	10,70	29 846	6 489	36 335
10	Chamroeun Microfinance Ltd	KHR	585 200 000	100 000	02.11.10	12,00	5 214	1 134	6 347
	Chamroeun Microfinance Ltd	KHR	2 000 000 000	346 380	03.06.11	12,00	9 141	5 321	14 462
11	Mec Feptides	XOF	100 000 000	152 449	30.09.10	8,00	9 723	1 762	11 484
12	Moris Rasik	USD	500 000	365 177	02.02.11	8,00	22 556	5 520	28 075
13	Azeri Star Microfinance LLC	AZN	400 000	369 788	22.02.11	11,40	18 104	4 807	22 911
14	Viator Mikrokredit Azerbaijan LLC	AZN	600 000	543 134	16.03.11	11,40	24 102	7 061	31 162
15	Mitra Bisnis Keluarga	IDR	10 042 296 000	800 000	15.04.11	10,68	28 467	10 111	38 578
16	Gata Daku Multi-Purpose Cooperative	PHP	23 000 000	372 416	01.06.11	7,40	10 552	6 052	16 604
17	Ahon Sa Hirap Inc	PHP	30 000 000	473 138	10.06.11	6,70	11 701	7 186	18 887
18	Finance for Development	AZN	500 000	445 236	22.06.11	11,56	10 667	7 235	17 902
19	IMF Hekima	USD	340 000	238 848	28.06.11	6,40	5 532	3 752	9 284
20	Tuba Rai Metin	USD	300 000	227 273	15.12.11	8,00	-	821	821
21	Arvand LLC	TJS	3 000 000	478 981	22.12.11	18,00	-	815	815
	Total			15 366 193	12 120 982 ³		689 596	170 653	880 153

Loans in USD, KHR, THB, IDR, AZN, PHP, KES and TJS are covered by cross-currency interest rate swaps.

N°	Nom de l'IMF	Provision au 01.01.2011	Nouvelles provisions	Contrepassations	Provisions au 31.12.2011
1	Miselini ¹	-	326 202	-	326 202
2	Sero Lease & Finance Limited ²	354 638	-	-	354 637
		354 638	326 202		680 840

0. For loans covered by cross-currency interest rate swaps (CCIRS), margins related to CCIRS are included in interest received and/or accrued interest.

1. Due to a risk of default on payment, the loan and the accrued interest of Miselini have been fully depreciated. The depreciation amounts to EUR 306,298 for the loan and to EUR 19,904 for the accrued interest. It is accounted for in the account "value adjustments on financial assets".

2. Due to a risk of default on payment, the loan and the accrued interest of Sero Lease & Finance Limited have been fully depreciated. The depreciation amounts to EUR 348,967 (accounted in 2010 in the "value adjustments on financial assets") for the loan and amounts to EUR 5,671 for the accrued interest. It was accounted for in the account "value adjustments on financial fixed assets".

3. Taking into consideration the depreciation of the residual capital for loans of Sero Lease & Finance Limited and Miselini, the residual amount after repayment amounts to EUR 11,465,717.

3.2. Bonds

3.2.1. Medium-Term Negotiable bonds

The Foundation has invested in the following Crédit Agricole SA BTM as of 31 December 2011.

N°	Amount (EUR)	Residual amount after repayment (EUR)	Value date	Maturity date	Rate	Interest at maturity date (EUR)	Interest received (EUR)	Accrued interest (EUR)	Total (EUR)
1	5 740 000	-	24.03.09	19.02.11	3,11%	340 888	23 965	-	23 965
2	5 000 000	-	24.03.09	19.06.11	3,29%	368 210	76 166	-	76 166
3	6 000 000	6 000 000	24.03.09	19.01.12	3,57%	605 042	10 563	203 637	214 200
4	6 000 000	6 000 000	24.03.09	19.06.12	3,74%	727 302	103 900	120 500	224 400
5	6 000 000	6 000 000	24.03.09	19.01.13	3,92%	900 204	11 599	223 601	235 200
6	3 000 000	3 000 000	25.10.11	26.10.15	3,83%	460 230	-	21 406	21 406
Total	31 740 000	21 000 000				3 401 876	226 193	569 144	795 337

3.2.2. Euro Medium Term Note

The Foundation has invested in the following Crédit Agricole Corporate & Investment Bank EMTN as of 31 December 2011.

N°	Amount (EUR)	Residual amount after repayment (EUR)	Value date	Maturity Date	Rate	Interest at maturity date (EUR)	Interest received (EUR)	Accrued interest (EUR)	Total (EUR)
1	5 000 000	-	04.03.11	04.03.15	3,62%	724 496	-	150 255	150 255

3.3. Term Deposit Placement

N°	Amount (EUR)	Deposit Period	Nb. of days	Rate %	Total Interest receivable (EUR)	Interest receivable at closing date (EUR)
1	3 000 000	08.06.10 – 09.06.14	1,462	2,375	289 354	40 771
2	500 000	21.10.11 – 23.01.12	94	1,45	1 893	1 430
3	1 250 000	22.12.11 – 05.01.12	14	0,92	447	288
4	300 000	22.12.11 – 23.01.12	32	1,03	275	77
5	3 450 000	06.11.09 – 06.11.13	1,461	3,05	440 551	230 497
6	1 500 000	24.10.11 – 24.10.15	1,459	3,78	239 987	10 534
Total	10 000 000					283 597 ¹

As of 31 December 2011, an amount of EUR 213,659 has been capitalised.

3.4. Equities

The Foundation has invested in the following participations as of 31 December 2011

Name	Acquisition cost in currency		Acquisition cost (EUR)		Value adjustment as of 31 Dec. 2011		Valuation as of 31 Dec. 2011	
Laiterie du Berger	XOF	200 000 000	EUR	304 898		-	EUR	304 898
Babyloan	-		EUR	155 890		-	EUR	155 890
TCX	USD	2 395 146	EUR	1 869 751	EUR	(56 761)	EUR	1 812 990
Total			EUR	2 330 539	EUR	(56 761)	EUR	2 273 778

3.5. Debt receivable

In accordance with the memorandum of understanding concluded on 3 February 2010, the Foundation, as shareholder of the entity mentioned below, has agreed to cash advances to its current account as follows:

	Name	Amount (in Currency)		Amount (EUR)		Value date	Rate %	Total Interest already received (EUR)		Interest receivable at closing date (EUR)	
1	La Laiterie du Berger	XOF	43 000 000	EUR	65 553	15.02.11	6	EUR	2 942	EUR	507
2	La Laiterie du Berger	XOF	63 000 000	EUR	96 043	10.06.11	6	EUR	2 889	EUR	347
	Total	XOF	106 000 000	EUR	161 596			EUR	5 831	EUR	854

Note 04. OTHER DEBTORS

Other debtors account, which amounts to EUR 981,197 is mainly composed of accrued interest for an amount of EUR 960,842 and value added tax receivable for an amount of EUR 20,355.

Note 05. CASH AT BANK AND IN HAND

As of 31 December 2011, the Foundation held EUR 35,083 of cash at bank and in hand.

Note 06. GRANTS AND RESULT

This amount includes the initial grants from Crédit Agricole SA and Grameen Trust (i.e. EUR 50,001,000.00) received by the Foundation as well as the result of the financial period (i.e. EUR (171,992)) and the surplus carried forward (i.e. EUR 859,190).

Note 07. PROVISIONS

The provisions include a general warranty provision in order to cover guarantee claims arising in the course of business. This warranty provision (EUR 117,157) is calculated by applying a percentage (1%) to the total outstanding amount of the loans and of the guarantees.

Note 08. OTHER CREDITORS

As of 31 December 2011, the other creditors consisted of:

Domiciliary fees	EUR	1 150
Custodian fees	EUR	9 100
Accounting fees	EUR	13 800
Tax declaration	EUR	8 855
Audit fees	EUR	4 140
Other	EUR	1 947
Salary provisions related to personnel seconded to the entity	EUR	102 749
TOTAL	EUR	141 741

These amounts are due in one year or less.

Note 09. STAFF COSTS

Staff costs include salaries EUR 382,544, holiday pay EUR 17,511, premiums and bonuses EUR 31,137, transport indemnity EUR 3,779, occupational medicine EUR 998.09 and social security costs EUR 165,109.

Note 10. OTHER EXTERNAL CHARGES

As of 31 December 2011, other external charges consisted of:

Fees	EUR	136 177
Financial services	EUR	44 905
Real property rental	EUR	185 027
Journeys and business travel	EUR	260 264
Personnel seconded to the entity	EUR	357 893
Other charges	EUR	292 403
TOTAL	EUR	1 276 669

Note 11. INCOME FROM OTHER TRANSFERABLE SECURITIES AND FROM LOANS FORMING PART OF THE FIXED ASSETS

As of 31 December 2011, income from other transferable securities and from loans forming part of the fixed assets consisted of:

Income from interest on loan	EUR	880 153
Income from interest on bonds	EUR	945 591
Income from setting up commissions on loans	EUR	42 617
Income from debts receivable	EUR	6 685
TOTAL	EUR	1 875 046

Note 12. OTHER FINANCIAL INCOME

As of 31 December 2011, other financial income consisted of:

Cash interest received	EUR	11 720
Cash interest received / term deposit	EUR	217 951
Exchange gains	EUR	66
Grants for technical assistance	EUR	4 760
Income from guarantee Lead Foundation	EUR	16 655
Income from guarantee Firaism-Oaritry Ny Tiavo	EUR	3 032
Other income	EUR	4 994
TOTAL	EUR	259 178

Note 13. OFF BALANCE SHEET

As of 31 December 2011, a loan agreement had been concluded with LLC Microlending Organization Humo for an amount of TJS 3,000,000 (EUR 486,300) which had not yet been drawn down. Moreover, a participation had been concluded with Grameen Danone Foods for an amount of BDT 22,500,000 (EUR 211,788) and the subscription had not been disbursed as of 31 December 2011.

Finally, the Foundation provided the BNI Madagascar bank with a loan guarantee for the benefit of Firaisim-Oaritry NY Tiavo (a microfinance institution established in Madagascar) for an amount of EUR 250,000.

Note 14. CROSS-CURRENCY INTEREST RATE SWAP

As of 31 December 2011, the Foundation entered into cross-currency interest rate swap agreements to hedge the currency and the interest rate exposure on interest on loans.

The cross-currency interest rate swap agreements outstanding consisted of:

Contrat	Nominal amount	Currency	Maturity date	Counterpart
Cross-Currency Interest Rate Swap	2 000 000	USD	15.10.2012	CACIB
	500 000	USD	16.04.2012	CACIB
	1 500 000	USD	16.04.2012	CACIB
	585 200 000	KHR	15.10.2013	TCX
	6 000 000 000	IDR	16.10.2013	TCX
	30 000 000	THB	15.10.2013	TCX
	2 000 000 000	KHR	15.04.2014	TCX
	400 000	AZN	15.10.2013	TCX
	10 042 296 000	IDR	15.04.2014	TCX
	30 000 000	THB	15.10.2013	TCX
	20 000 000	THB	15.10.2014	TCX
	600 000	AZN	15.10.2013	TCX
	23 000 000	PHP	15.04.2014	TCX
	30 000 000	PHP	15.04.2014	TCX
	500 000	AZN	15.04.2014	TCX
	500 000	USD	15.10.2013	CACIB
	340 000	USD	15.04.2014	CACIB
	300 000	USD	15.10.2014	CACIB
	3 000 000	TJS	15.10.2015	TCX
	216 303 700	KES	16.10.2017	TCX

Crédits photo :
Philippe Lissac /
Nicolas Krief

Conception
et réalisation :
natxo67.com







GRAMEEN CRÉDIT AGRICOLE
Microfinance Foundation

— Au service des prêteurs d'espoir —
— Providing hope through lending —



www.grameen-credit-agricole.org

Grameen Crédit Agricole
Microfinance Foundation
5, Allée Scheffer
L-2520 Luxembourg